



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

## S O M M A I R E

<i>Caucase : Poutine reprend la main et écarte Erdogan</i>	<i>Page 2</i>
<i>L'Azerbaïdjan convoiterait l'extrême sud de l'Arménie</i>	<i>Page 3</i>
<i>Drones, missiles sol-sol, électronique: les leçons militaires de la guerre du Haut-Karabakh</i>	<i>Page 5</i>
<i>Cem Gürdeniz, le cerveau d'Erdogan en Méditerranée</i>	<i>Page 6</i>
<i>Haut-Karabakh : les premières forces de paix russes déployées</i>	<i>Page 9</i>
<i>Syrie : Israël frappe des cibles iraniennes et l'armée syrienne</i>	<i>Page 10</i>
<i>Les militaires investissent l'Arctique : pourquoi la Russie a dix ans d'avance</i>	<i>Page 11</i>
<i>Les militaires investissent l'Arctique – Comment la Chine se fait passer pour une nation polaire</i>	<i>Page 12</i>
<i>Iran-AI-Qaïda : l'entente secrète</i>	<i>Page 14</i>
<i>L'évolution de l'islamisme en Amérique</i>	<i>Page 16</i>
<i>Maroc-Polisario : une crise quasi insoluble pour les Nations Unies</i>	<i>Page 19</i>
<i>Shocking : la Royal Navy tombe-t-elle en ruine ?</i>	<i>Page 20</i>
<i>Expansion djihadiste vers l'ouest : Comment la Katiba Macina s'approche dangereusement du Sénégal...</i>	<i>Page 22</i>
<i>TERRORISME : Va-t-on gagner la guerre contre le terrorisme ?</i>	<i>Page 24</i>
<i>La lutte démocratique contre le terrorisme est un chemin de crête</i>	<i>Page 27</i>
<i>Le ministère des Armées investit dans l'analyse du renseignement par l'intelligence artificielle</i>	<i>Page 29</i>
<i>Yoda, futur garde du corps des satellites militaires français</i>	<i>Page 32</i>
<i>IN MEMORIAM</i>	<i>Page 34</i>



## Caucase : Poutine reprend la main et écarte Erdogan

*ANALYSE. L'accord de cessez-le-feu au Haut-Karabakh consacre la défaite arménienne et la victoire azerbaïdjanaise, mais aussi le retour de la Russie.*

*Par Luc de Barochez*

Modifié le 10/11/2020 à 19:42 - Publié le 10/11/2020 à 18:00 | Le Point.fr



*Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan à Moscou en mars 2020. © Mikhaïl Klimentyev / Sputnik / Sputnik via AFP*

Défié dans sa zone d'influence par Recep Tayyip Erdogan, Vladimir Poutine a repris la main dans le Caucase. Le cessez-le-feu entre forces azerbaïdjanaises et arméniennes au Haut-Karabakh, après huit semaines de combats féroces qui ont fait des milliers de morts, marque un nouvel épisode de la lutte de prestige à laquelle se livrent les deux dirigeants aux ambitions révisionnistes.

Le président russe a fait d'une pierre trois coups en contraignant la partie arménienne à accepter sa cuisante défaite militaire. Premièrement, il se repositionne en arbitre dans l'espace post-soviétique, où l'irruption turque avait bousculé le contrôle que la Russie tente de perpétuer. L'accord de cessez-le-feu annoncé lundi soir ne comporte que trois signataires : le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président russe lui-même. Le président turc n'y figure pas.

La Russie avait vu d'un mauvais œil la Turquie s'ingérer dans les affaires du Caucase, une région très sensible pour elle, et surtout y envoyer des mercenaires djihadistes syriens en soutien des forces azerbaïdjanaises. Moscou, qui a livré deux guerres sanglantes contre les djihadistes en Tchétchénie dans les années 1990 et 2000, ne veut à aucun prix que des islamistes du Proche-Orient y reprennent pied. Les bombardements russes de positions pro-turques en Syrie ces dernières semaines ont constitué un sérieux avertissement adressé par Moscou à Ankara.

Deuxième point engrangé par le président russe : il marginalise la France et les États-Unis, qui sont censés être les deux coprésidents, aux côtés de la Russie, du « Groupe de Minsk » créé en 1992 par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour promouvoir une solution au conflit du Haut-Karabakh. C'est de manière souveraine que Vladimir Poutine a négocié le cessez-le-feu. Ni Washington ni Paris n'y sont associés.

Pourtant, le président Emmanuel Macron s'était impliqué personnellement ces dernières semaines dans la recherche d'une trêve. Le fait qu'il soit snobé par Poutine au moment de l'accord montre, une fois de plus, le peu d'estime que le président russe accorde à son homologue français.

La présidence française s'est rappelée mardi au bon souvenir du Kremlin. Elle a réclamé un « règlement politique durable » qui « préserve les intérêts de l'Arménie » et souhaité que les populations civiles qui avaient fui les combats ces dernières semaines puissent regagner leurs habitations au Haut-Karabakh.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

***Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard***

Page 3

Pour appuyer son retour en force dans le Caucase du Sud, la Russie sera la seule à déployer des troupes – près de 2 000 militaires – pour surveiller sur le terrain le respect du cessez-le-feu. En prenant pied sur le territoire azerbaïdjanais, elle gagne un levier pour accroître son influence à Bakou. De facto, c'est elle qui va protéger ce qu'il reste du territoire contrôlé par la partie arménienne qui avait fait sécession de l'Azerbaïdjan lors d'un premier conflit il y a 30 ans.

Les États-Unis et la France, qui hébergent d'importantes communautés d'origine arménienne et se considèrent comme des puissances protectrices de l'Arménie, ne sont pas parties prenantes de la surveillance de la trêve, pas plus que la Turquie, qui prétendait s'ériger en puissance tutélaire de l'Azerbaïdjan.

Ankara n'a cependant pas renoncé à jouer un rôle et a fait savoir mardi, par la voix de son ministre des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu, que des discussions se poursuivaient à ce sujet avec Moscou. Poutine et Erdogan s'entendent parfaitement dès lors qu'il s'agit d'évincer les Occidentaux de leurs terrains d'affrontements, que ce soit le Caucase, la Syrie ou la Libye.

Enfin, et c'est le troisième motif de satisfaction pour le dirigeant russe, le Premier ministre arménien apparaît comme le grand perdant de cet accord. Nikol Pachinian avait été porté au pouvoir à Erevan l'an dernier par une révolution populaire qui avait chassé Serge Sarkissian, le dirigeant pro-russe. Pachinian, qui promettait de se concentrer sur le décollage économique du pays et de se rapprocher des Occidentaux, apparaît aujourd'hui comme le responsable d'une défaite militaire humiliante. Des centaines d'Arméniens en colère ont occupé pendant plusieurs heures le siège du gouvernement et du Parlement à Erevan après l'annonce du cessez-le-feu, qualifiant le Premier ministre de « traître » pour avoir apposé sa signature au bas de l'accord.

Vladimir Poutine a cyniquement laissé les Azerbaïdjanais gagner du terrain, jusqu'au moment où les Arméniens furent tellement acculés qu'ils étaient forcés de capituler. Après la chute, le week-end dernier, de la ville stratégique de Chouchi (Choucha pour les Azerbaïdjanais), qui ouvrait aux assaillants la route de Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh, la partie arménienne était au bord du désastre et n'avait plus le choix. En affaiblissant gravement Nikol Pachinian, Poutine reprend la main sur le jeu politique arménien.

« Aucun pays ne souhaite plus trouver une solution à ce conflit que la Russie », avait affirmé le président russe le 22 octobre dernier. Certes, mais à condition que cela serve d'abord ses intérêts. Le cessez-le-feu en est l'illustration.

## **L'Azerbaïdjan convoiterait l'extrême sud de l'Arménie**

*Bakou réclame depuis des décennies un passage dans le sud de l'Arménie reliant l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan. Quitte à le prendre par la force ?*

*Par Ian Hamel, à Goris (Arménie)*

Modifié le 02/11/2020 à 16:11 - Publié le 02/11/2020 à 12:00 | [Le Point.fr](https://www.lepoint.fr)

La semaine dernière, une déclaration d'Ararat Mirzoyan, le président de l'Assemblée nationale d'Arménie, est passée pratiquement inaperçue. Il déclarait que les véritables motivations de l'Azerbaïdjan n'étaient pas seulement de prendre le Haut-Karabakh, mais bien d'« éliminer l'Arménie de la carte politique ». Il ajoutait aussitôt : « Si nous abandonnons l'Artsakh [Haut-Karabakh, NDLR], nous abandonnerons Meghri, et ensuite Erevan. » Pourquoi ce proche du Premier ministre Nikol Pachinian – qui a joué un rôle déterminant dans la « révolution » arménienne de 2018 – cite-t-il ainsi le petit bourg de Meghri (moins de 5 000 habitants), à l'extrême sud de l'Arménie, aux confins de l'Iran ?



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

**Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard**

Page 4

C'est que l'Azerbaïdjan n'a jamais fait mystère de sa volonté d'accaparer le « passage de Meghri », une bande large de dix kilomètres, qui lui permettrait de relier son territoire au Nakhitchevan, une petite république autonome de 400 000 habitants, grande comme un département français et peuplée d'Azéris. Pour tenter de mieux comprendre le conflit qui oppose Bakou et Erevan, il faut d'abord déplier une carte de géographie. Historiquement, le Nakhitchevan se rattache à l'Arménie (selon des références bibliques, Noé après le déluge s'y serait rendu). Le territoire est annexé par la Russie en 1828. Mais en 1921, les communistes le rattachent à l'Azerbaïdjan, alors que près de la moitié de la population est arménienne. Au nom de l'éternel dicton : diviser pour mieux régner.

## Pas de continuité territoriale avec l'Azerbaïdjan

Depuis, toute la population arménienne a été expulsée de la République autonome du Nakhitchevan. Les

### Affrontements meurtriers au Nagorny Karabakh



Source : ©Mapcreator.io/@HERE

AFP

Azéris sont accusés de vouloir éliminer toute trace du passé arménien, s'en prenant notamment aux khatchkars, les pierres tombales sculptées arméniennes. Le principal problème, c'est que, géographiquement, le Nakhitchevan n'a de frontières qu'avec la Turquie, l'Arménie et l'Iran. En revanche, il ne possède pas de continuité territoriale avec le reste de l'Azerbaïdjan. Pour se rendre à Bakou, ses habitants doivent prendre l'avion ou emprunter la route... en passant par le territoire iranien. Seulement voilà, les relations ne sont pas forcément très harmonieuses entre l'Azerbaïdjan et l'Iran. Les gardiens de la Révolution islamique viennent d'ailleurs d'envoyer des unités spéciales et du matériel militaire pour « protéger les frontières » et « préserver l'intégrité territoriale ».

« Il ne faut pas oublier qu'en décembre 1989, pendant le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan concernant le Haut-Karabakh, les Azéris en ont profité pour détruire des installations frontalières entre l'Arménie et l'Iran, réclamant la libre circulation sur l'extrême sud de l'Arménie », rappelle un membre des services de sécurité arménien. Au moment de l'entretien, un peu au sud de Goris, à Khndzoresk, le long de la frontière, le bruit des bombardements dans le Haut-Karabakh nous parvient par intermittence. Pour étayer ses propos concernant l'éventuel danger d'une intervention militaire azérie à l'extrême sud de l'Arménie, notre interlocuteur nous transmet la photo d'un drone tombé sur une voiture dans la région de Meghri. Par chance pour le conducteur, un religieux, l'engin n'a pas explosé.

## Le couloir de Latchine contre le couloir de Meghri

Le service de sécurité nationale est en pleine restructuration. Le chef d'état-major des troupes de gardes-frontières et le chef du département de contre-espionnage ont été brutalement relevés de leurs fonctions. Leur reproche-t-on de ne pas avoir anticipé suffisamment à l'avance les suites possibles du conflit ? Pourtant, selon un diplomate occidental en poste à Erevan, Bakou, en position de force, devrait forcément revenir, dans les futures négociations de paix, sur le couloir de Meghri, susceptible de désenclaver le Nakhitchevan. D'autant plus que cette question tient particulièrement à cœur à Ilham Aliev, le président azéri. Son père, l'ancien président Heydar Aliev, est né en 1923 à Nakhitchevan, la capitale.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

***Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard***

Page 5

En 2000, à Davos, les Américains avaient proposé à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan d'échanger des territoires. Bakou cédant le corridor de Latchine, le cordon ombilical qui relie l'Arménie au Haut-Karabakh. En compensation, les Arméniens auraient lâché le corridor de Meghri. Les Azéris n'auraient pas dit non à ce compromis. En revanche, les Arméniens ont refusé catégoriquement, considérant qu'ils ne pouvaient pas « échanger un territoire arménien contre un autre territoire arménien ». « C'est pour cela que le Premier ministre Nikol Pachinian a demandé d'urgence une aide à la Russie. Il a fini par comprendre que sa frontière sud est fragilisée, et il craint que les combats ne se déplacent en Arménie », souligne le diplomate occidental.

## **Drones, missiles sol-sol, électronique: les leçons militaires de la guerre du Haut-Karabakh**

Le conflit a été marqué par un large emploi de matériels modernes, permettant des frappes à distance. Une leçon méditée dans les états-majors

La défaite militaire face à l'Azerbaïdjan, effective depuis le 9 novembre, provoque une crise politique en Arménie, où le ministre de la défense a démissionné vendredi. Les troupes russes se sont déployées dans le Haut-Karabakh, où une partie des Arméniens sont revenus dans leurs foyers alors que l'Azerbaïdjan récupère des territoires précédemment occupés. La France, soutien de l'Arménie, tente de se réinsérer dans le jeu diplomatique.

Les 44 jours de la récente guerre du Haut-Karabakh sont riches de leçons militaires. Certes, chaque conflit possède ses propres caractéristiques et ce qui vient de se passer dans le Caucase n'est pas directement transposable ailleurs. Toutefois, l'affrontement entre Arméniens et Azerbaïdjanais fait écho aux analyses développées dans de nombreuses armées. Ainsi, le général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre, estime que « les conflits se durcissent ». « L'affrontement Etats contre Etats n'est plus une utopie », ajoute-t-il, en présentant une nouvelle « vision stratégique » qui vise à « durcir » l'armée de terre.

« Les moyens de frappe à distance ont été au centre de la guerre du Haut-Karabakh », constate Marc Chassillan, ingénieur et consultant, l'un des meilleurs spécialistes français de l'armement terrestre. Largement diffusées sur les réseaux sociaux, les images ont montré un large emploi des drones et des missiles sol-sol. « Le conflit en Ukraine l'avait déjà montré : 80% des pertes y ont été le fait des frappes à distance. L'artillerie est redevenue la reine des batailles », poursuit-il.

**Drones kamikazes.** Dans le Haut-Karabakh, les drones ont joué un rôle déterminant dans la victoire de l'Azerbaïdjan, qui en était largement pourvu. En revanche, l'Arménie n'en a guère utilisé et elle n'a pas été en mesure d'assurer la maîtrise du ciel au-dessus de ses troupes. Celles-ci ont été systématiquement frappées, de manière souvent très précise. L'Azerbaïdjan est équipé de drones turcs et israéliens. Ces derniers, comme les Harop, sont des engins kamikazes. Ils orbitent dans le ciel et lorsque leur opérateur (à distance) repère un objectif, il précipite le drone sur lui. Sa charge explosive fait le reste.

Les appareils de fabrication turque, en particulier les Bayraktar TB2, sont de petits avions pilotés à distance et armés de bombes légères (50 à 60 kg) développés spécialement pour ce type d'engins. Rien à voir avec les gros Reaper américains qui équipent l'armée de l'air française : ceux-ci pèsent sept fois plus lourd, volent beaucoup plus longtemps (24 heures) et plus loin grâce à leur liaison satellite et tirent des munitions de 250 kg. Toutefois, ces appareils sophistiqués – et chers – ne sont pas nécessaires sur un théâtre comme le Haut-Karabakh, où les distances sont beaucoup plus courtes, quelques dizaines de kilomètres, qu'au Sahel, par exemple.

Les drones sont à la fois lents, petits et avec une très faible signature radar, parce qu'ils sont fabriqués avec du plastique ou des matériaux composites. Les forces arméniennes l'ont constaté à leurs dépens : il est très difficile d'intercepter des drones. Les systèmes de défense aérienne ont été conçus pour intercepter des avions ou des hélicoptères de combat, voire des missiles. Les drones sont à la fois lents, petits et avec une très faible signature radar, parce qu'ils sont fabriqués avec du plastique ou des matériaux composites.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

**Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard**

Page 6

Pourtant très sophistiqués, les systèmes antiaériens russes, dont les Arméniens sont équipés, n'ont pas été en mesure de leur interdire leur ciel. Le même phénomène avait été observé récemment en Syrie et surtout en Libye.

Guerre électronique. Les drones ont un point faible : pour fonctionner, ils ont besoin d'une liaison avec leur opérateur à distance. « Les Russes disposent de brouilleurs d'une puissance phénoménale et ils sont parvenus à rompre les liaisons, mais les Turcs sont également très en pointe en matière de guerre électronique », donc de contre-brouillage, assure Marc Chassillan. C'est la partie la moins visible et la plus secrète de ce conflit : la bataille dans l'espace électronique. Turcs et Russes, qui se sont déjà frottés en Syrie et en Libye, se sont une nouvelle fois mesurés dans le Haut-Karabakh, au travers des systèmes fournis à leurs alliés. Les Ukrainiens, qui s'équipent de drones turcs, suivent cela de très près... en pensant au front du Donbass.

En une dizaine d'années, l'industrie de défense turque a fait de considérables progrès. Cela correspond à une volonté du président Erdogan qui s'appuie sur des entreprises nationales.

Le rôle exact des mercenaires syriens, côté azerbaïdjanais, reste mal connu. L'autre caractéristique majeure de la guerre du Haut-Karabakh est l'emploi massif de missiles sol-sol, plus que d'artillerie classique à base de canons ou d'obusiers. Le matériel russe a été utilisé des deux côtés, avec des systèmes assez rudimentaires, comme les roquettes Grad, la version moderne des « orgues de Staline », mais également des engins beaucoup plus sophistiqués, comme les missiles Iskander. Non-signataires des conventions d'interdiction, les deux pays ont utilisé des engins à sous-munitions.

Les avions et hélicoptères ont été peu utilisés, mais les deux camps ont largement utilisé leurs véhicules blindés. Les forces spéciales azerbaïdjanaises, vraisemblablement formées par leurs (excellentes) homologues turques ont été infiltrées dans les zones montagneuses, où elles ont déstabilisé les lignes de défense arméniennes, jusqu'à la ville symbole de Choucha. Le rôle exact des mercenaires syriens, côté azerbaïdjanais, reste mal connu.

Le bilan des pertes militaires n'est pas encore établi avec certitude, mais s'élève à plusieurs milliers, soit de l'ordre d'une centaine de morts par jour. On évoque des chiffres de l'ordre de 2 500 à 4 500 côté arménien et de 1 500 en face. Les chiffres officiels des victimes civiles sont connus : 93 morts et 407 blessés parmi les Azerbaïdjanais et deux fois moins pour les Arméniens : 54 morts et 148 blessés. Les deux parties s'accusent mutuellement d'avoir délibérément visé des zones civiles, ce qui relève du crime de guerre.

*lopinion.fr*

## Cem Gürdeniz, le cerveau d'Erdogan en Méditerranée

**RENCONTRE. Ce contre-amiral, qui a passé trois ans dans les geôles turques, a fondé la doctrine de la « Patrie bleue » sur laquelle s'appuie le « Reis ».**

*Par Armin Arefi*



Modifié le 11/11/2020 à 18:29 - Publié le 11/11/2020 à 16:54 | Le Point.fr

**Cem Gürdeniz a été arrêté en 2011 pour tentative de coup d'État réalisée en 2003. Il a été acquitté en 2015. © BULENT KILIC / AFP**

Derrière les manœuvres de la marine turque en Méditerranée orientale se cache un homme. Et ce n'est forcément celui que l'on croit. Depuis deux ans, c'est au nom de « Mavi Vatan » (« Patrie bleue ») que Recep Tayyip Erdogan justifie les interventions répétées de la marine turque dans les eaux territoriales grecques et



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

**Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard**

Page 7

chypriotes, au grand dam de l'Europe. Or, ce concept qui prévoit l'élargissement de la souveraineté maritime turque en mer Noire et en mer Méditerranée n'est pas lié au président turc ni même à son entourage. Il a été théorisé en 2006 par un contre-amiral turc, qui a passé trois années en prison de 2011 à 2014 alors qu'Erdogan était déjà au pouvoir.

Âgé aujourd'hui de 62 ans, Cem Gürdeniz est un militaire à la retraite et en liberté. Cerveau de la doctrine de la « Patrie bleue », il tient à prendre ses distances avec l'utilisation qui en est faite par Recep Tayyip Erdogan.



« Je ne suis pas lié de près ou de loin au gouvernement turc et ce n'est pas de ma faute si celui-ci utilise mon concept », souligne-t-il dans une interview au *Point*, réalisée à distance via l'application Zoom. « Mavi Vatan vise à atteindre, sécuriser et développer les droits et les intérêts de la Turquie en Méditerranée. C'est une question qui dépasse les considérations gouvernementales et partisans en Turquie. »

## **Droit de la mer**

Carte basée sur une étude de l'université de Séville en 2000 censée définir les délimitations

maritimes en Méditerranée orientale selon le droit de la mer. © TRT World

En passionné de géopolitique, Cem Gürdeniz utilise des cartes pour illustrer le moindre de ses propos. « Nous n'avons pas de problème en mer Noire où nous avons déjà délimité nos zones maritimes avec la Russie », explique cet ancien chef de la planification des forces navales turques. « En revanche, nous nous retrouvons bloqués et même étranglés en mer Méditerranée où nous n'avons aucune liberté d'espace. » Le contre-amiral présente une carte basée sur une étude de l'université de Séville en 2000 censée définir les délimitations maritimes en Méditerranée orientale selon le droit de la mer. La part réservée à la Turquie y est minime par rapport à la Grèce, Chypre ou l'Italie. « Vous rendez-vous compte ? La Turquie, qui possède 83 millions d'habitants et plus de 1 600 kilomètres de côtes ne se voit accorder qu'un plateau continental minime alors qu'il s'agit de notre territoire, sous l'eau ! Ceci est inacceptable », s'emporte Cem Gürdeniz. « Nous ne voulons aggraver personne, mais simplement défendre notre plateau continental et empêcher l'exécution de cette carte de Séville. »

La convention du droit de la mer de 1982 confère à chaque État des eaux territoriales allant jusqu'à 12 milles marins (22,2 km) de ses côtes. Par ailleurs, chaque pays dispose également d'une Zone économique exclusive (ZEE), dans la limite de 200 milles (370 km) de ses côtes, dans laquelle il est propriétaire des ressources naturelles qui y sont découvertes. La ZEE peut même s'étendre jusqu'à 350 milles (650 kilomètres) si un État peut prouver que son plateau continental – le prolongement du continent sous l'océan – dépasse les 200 milles. Or, la Turquie n'ayant pas signé la convention de 1982, elle refuse la délimitation de ses eaux avec Chypre et la Grèce telle que définie par le droit de la mer. Prenant en compte les îles grecques dans le calcul des ZEE, dont certaines ne se trouvent qu'à quelques kilomètres des côtes turques, la convention de 1982 réduit en effet la part d'Ankara à la portion congrue.

« On ne peut pas réécrire l'histoire. Les troupes grecques ont quitté la Turquie en 1922 et ont récupéré en échange l'ensemble des îles de la mer Égée », rappelle l'historien Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES). « Cette mer est donc restée un lac grec et par extension européen, ce qui a été inscrit dans le traité de Lausanne en 1923, que la Turquie tente de remettre en cause aujourd'hui. » Au contraire, le théoricien de la « Patrie bleue » explique que « l'application du droit de la mer dépend de l'accord des deux parties et ne peut aller à l'encontre des intérêts d'un pays ».



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

***Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard***

Page 8

En cas de contentieux entre deux pays, le droit international invite les différentes parties à s'entendre sur des accords bilatéraux.

## **Tentative de coup d'État**

Depuis 1936, Athènes et Ankara sont tombés d'accord sur une délimitation de 6 milles marins pour leurs eaux territoriales, ce qui permet à la Turquie de continuer à naviguer en mer Égée. En revanche, les deux pays ne sont toujours pas en adéquation sur leur Zone économique exclusive respective. « Dans les années 2000, l'AKP (le Parti de la justice et du développement d'Erdogan, NDLR) a négligé ces objectifs géopolitiques, car ils étaient obnubilés par l'intégration de la Turquie au sein de l'Union européenne », explique Cem Gürdeniz. La décennie suivante signe la fin des espoirs turcs d'une adhésion à l'UE. Recep Tayyip Erdogan accroît alors la répression à l'intérieur du pays.

Cem Gürdeniz est arrêté en 2011 en compagnie de centaines de haut gradés de l'armée turque. Ils sont accusés d'avoir fomenté une tentative de coup d'État militaire en 2003, obsession du « Reis » (président) turc. « C'est l'organisation de Fettulah Gülen (ex-allié islamiste du président turc devenu son principal ennemi, NDLR), qui disposait de nombreux soutiens au sein de l'administration judiciaire, qui a monté de faux dossiers contre les amiraux et les officiers pro-kémalistes », assure aujourd'hui le contre-amiral, qui ne cache pas sa sympathie pour Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de l'État turc moderne. « Dans cette purge, les gülenistes ont bénéficié du soutien total de l'AKP d'Erdogan. »

Le militaire sera finalement libéré en 2014, et acquitté l'année suivante, après trois années passées derrière les barreaux. Or, en 2016, Recep Tayyip Erdogan subit cette fois un véritable putsch, fomenté selon lui par son ancien allié Fettulah Gülen, auquel il échappe miraculeusement. « Erdogan et les membres de l'AKP ont vraiment cru qu'ils allaient perdre l'indépendance de la Turquie et se sont enfin intéressés aux questions géopolitiques pour protéger la République », analyse l'ancien haut gradé. Débarrassé de la pression occidentale, le maître d'Ankara se sent alors libre de pousser son avantage à l'extérieur de ses frontières.

## **Ressources énergétiques**

En Méditerranée orientale, d'importants gisements de gaz sont découverts au large de Chypre, d'Israël et de l'Égypte. L'espoir d'un eldorado gazier aiguise l'appétit des voisins méditerranéens. Les compagnies pétrolières étrangères entament leurs travaux exploratoires et des alliances diplomatiques sont même nouées. En janvier 2019, un Forum du gaz de la Méditerranée orientale voit même le jour entre l'Italie, la Grèce, Chypre, Israël, la Jordanie, l'Autorité palestinienne et l'Égypte. Mais la Turquie n'en fait pas partie. Privée de fait de cette course au trésor par sa minuscule ZEE, Ankara s'engage sur la voie de la tension pour avancer ses pions. Ne reconnaissant pas le droit de Chypre et des îles grecques à disposer d'une Zone économique exclusive, la Turquie déploie dans leurs eaux ses propres navires d'exploration gazière, et n'hésite pas à envoyer ses navires de guerre au contact des compagnies étrangères sur place. Pour justifier ses agissements, Ankara prétexte l'absence d'accord de délimitation de ses zones maritimes avec Athènes et Nicosie, et avance également la défense des droits de la communauté turque de Chypre. En novembre 2019, la Turquie va jusqu'à signer avec le gouvernement libyen de Tripoli, le seul reconnu par la communauté internationale, un document portant sur l'exploitation commune de la ZEE avec la Libye. Une manœuvre d'autant plus étonnante qu'elle s'appuie cette fois sur la convention du droit de la mer qu'Ankara n'a pas signée.

## **Navires de guerre**

La stratégie turque du chaos désarçonne Nicosie comme Athènes, et illustre l'impuissance de l'Union européenne malgré les violations de sa souveraineté. Si la France se porte au chevet de la Grèce, et accroît sa coopération militaire avec l'armée grecque (avec notamment la vente de 18 avions de chasse Rafale, NDLR), elle ne parvient pas pour autant à obtenir de sanctions européennes contre la Turquie, notamment en raison du refus allemand de se mettre Erdogan à dos.



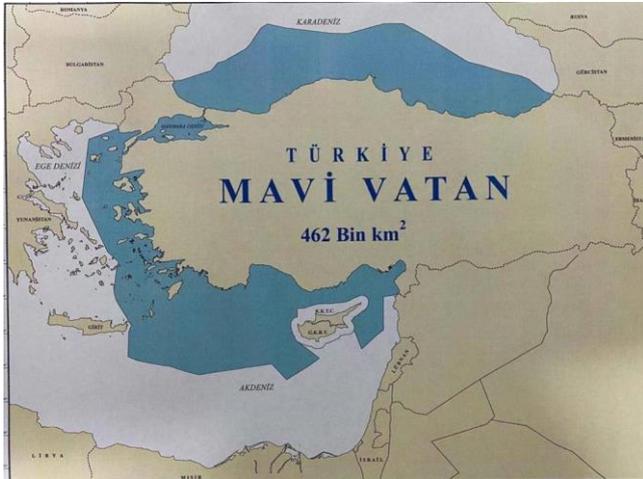
# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

**Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard**

Page 9



Les négociations entre Ankara et Athènes sont toujours dans l'impasse et leurs positions paraissent inconciliables, alors que la Turquie a renvoyé le mois dernier son navire de recherche sismique *Oruç Reis*, escorté par des navires de guerre, au large de la Grèce.

**Carte illustrant la doctrine de la « Patrie Bleue », propose un partage de la mer Egée en deux zones économiques exclusives égales entre la Grèce et la Turquie. © DR**

Cem Gürderiz tend une autre carte, illustrant cette fois sa doctrine de la « Patrie bleue » : elle propose un partage de

la mer Égée en deux zones économiques exclusives égales, dont la limite se trouverait à équidistance de la Grèce et de la Turquie, une perspective jugée inacceptable par Athènes. Mais à entendre l'ancien contre-amiral, la question du gaz ne serait qu'un prétexte pour aborder une question géopolitique beaucoup plus large : la place de la Turquie en Méditerranée orientale. « Il ne s'agit pas d'une question d'hégémonie ni de néo-ottomanisme », insiste Cem Gürderiz, qui assure ne jamais avoir été approché par Ankara. « La Turquie est en train d'être exclue de la mer Méditerranée par la Grèce, avec l'aide des pays occidentaux, et aucun gouvernement turc quel qu'il soit ne pourra l'accepter. »

## Haut-Karabakh : les premières forces de paix russes déployées

La Russie passe à la vitesse supérieure dans le Haut-Karabakh. Après l'accord trouvé pour mettre fin aux hostilités entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans cette zone, les forces de la paix russes ont annoncé mercredi avoir pris le contrôle du corridor de Latchin, le cordon ombilical reliant l'Arménie à cette région séparatiste.

« Aujourd'hui, les unités avancées du contingent des forces armées de la Fédération de Russie ont pris le contrôle du corridor de Latchin », a annoncé le général russe Sergueï Roudski, dans un communiqué. Quelque 400 des 1 960 soldats de la paix russes qui doivent être déployés entre Arméniens et Azerbaïdjanais ces prochains jours sont arrivés en Arménie, selon la même source.

Selon l'accord signé entre Erevan, Bakou et Moscou, ils seront déployés à mesure que les forces arméniennes quittent les territoires repassant sous contrôle de l'Azerbaïdjan, vainqueur militaire de six semaines de conflit sanglant pour reconquérir la région sécessionniste du Haut-Karabakh et sept districts limitrophes qui lui échappaient depuis les années 1990. Au final, Bakou va reprendre ces sept districts et une petite partie du Haut-Karabakh à proprement parler. La république autoproclamée, amoindrie et affaiblie, survit sous la protection des soldats russes qui seront déployés sur le front.

### les responsables politiques interpellés

Cette annonce intervient alors qu'une partie de la population arménienne continue de dénoncer cet accord. La police arménienne a procédé mercredi à des arrestations de manifestants d'opposition qui se rassemblent par centaines à Erevan, malgré une interdiction, pour dénoncer l'accord de fin des hostilités au Haut-Karabakh, consacrant une victoire de l'Azerbaïdjan. « Vous ne pourrez pas arrêter tout le pays », a crié au mégaphone le



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

**Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard**

Page 10

député du parti Arménie Prospère, Arman Abovian, tandis que la foule réunie dans le centre de la capitale scandait des slogans dénonçant le Premier ministre Nikol Pachinian, accusé d'avoir capitulé.

Des responsables politiques ont été interpellés, notamment le chef d'Arménie Prospère, Gagik Tsaroukian, ainsi que des protestataires, le rassemblement étant interdit du fait de la loi martiale en vigueur. Des bousculades et des empoignades ont éclaté lorsque la police a tenté d'arrêter d'autres opposants qui voulaient s'adresser à la foule d'un millier de personnes.

## Syrie : Israël frappe des cibles iraniennes et l'armée syrienne, au moins trois soldats tués



***L'armée israélienne dit avoir agi en représailles à la découverte d'explosifs près de la frontière des deux pays.***

Un avion militaire israélien, lors d'un vol de démonstration à la base d'Hatzerim, le 27 décembre 2017. (JACK GUEZ / AFP)

L'armée israélienne a mené des frappes sur le territoire syrien, mercredi 18 novembre, annonçant viser des cibles syriennes mais aussi iraniennes en représailles à la découverte d'explosifs menaçant ses soldats. Selon

l'agence officielle syrienne Sana, trois soldats syriens ont été tués, et un autre blessé.

Une ONG, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), fait de son côté état de la mort d'au moins 10 combattants, dont cinq paramilitaires *"probablement de nationalité iranienne, qui appartiennent à la Force Qods"*, une unité d'élite des Gardiens de la révolution iraniens chargée des opérations extérieures.

Sur Twitter, l'armée d'Israël a accusé *"l'Iran et la Syrie"* d'avoir *"placé des engins explosifs improvisés près de la ligne Alpha"*, la frontière de fait entre le nord d'Israël et le sud de la Syrie, *"pour frapper les troupes israéliennes"*.

### Quelques heures avant une visite américaine en Israël

Tsahal dit que ses frappes aériennes visaient *"des forces armées syriennes"* ainsi que *"des cibles de la Force iranienne Qods"*. L'Iran soutient le régime syrien depuis le début de la guerre dans le pays.

Les frappes de mercredi sont intervenues quelques heures avant l'arrivée en Israël du secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, pour des entretiens qui devraient notamment porter sur le dossier iranien. Lundi, le *New York Times* a affirmé que Donald Trump avait sondé plusieurs collaborateurs sur la possibilité de mener *"dans les prochaines semaines"* une action contre un site nucléaire iranien, et que ces derniers l'avaient *"dissuadé"* d'ordonner *"une frappe militaire"*.



## Les militaires investissent l'Arctique : pourquoi la Russie a dix ans d'avance

**Russes, Américains, Chinois, Européens : les puissances mondiales placent leurs pions dans la glace, pour ne pas rater la fonte.** Par Guerric Poncet

Modifié le 19/11/2020 à 10:35 - Publié le 19/11/2020 à 10:00 | *Le Point.fr*

**Sur la base militaire russe de Kotelny, au-delà du cercle polaire, en avril 2019.** © MAXIME POPOV / AFP



Le bruit est difficilement soutenable : sur le tarmac de l'aéroport de Bodo, en Norvège, à la frontière du cercle polaire arctique, des dizaines d'avions de chasse norvégiens, allemands, français ou américains attendent, moteurs allumés, le feu vert

pour décoller. Dans un tonnerre de post-combustion, ils s'élancent deux par deux sous les yeux éberlués des passagers du petit avion de ligne qui attend sagement son tour en bord de piste.

En ce mois de juin 2019, l'exercice aérien Arctic Challenge bat son plein : il réunit des centaines d'aéronefs de pays membres ou partenaires de l'Otan, qui simulent des raids aériens massifs dans la région. Chaque jour, les aviateurs s'élancent au-dessus de la Norvège, de la Suède et de la Finlande, les trois pays organisateurs, et simulent des combats entre équipe bleue, les alliés, et équipe rouge, les intrus.

A bord de l'avion-radar Awacs français, bijou d'électronique dans lequel nous avons eu le privilège rare d'embarquer, les écrans montrent partout des grappes de plots rouges, face à des plots bleus prêts à surgir pour les intercepter. « Avalanche ! », lance une jeune opératrice de surveillance aérienne, pour signaler une attaque massive. « Golf yankee 315, sniff Super Flanker », répond calmement un opérateur de surveillance attaque électronique, signalant que l'un des appareils ennemis serait un Sukhoi-35 Super Flanker. Une paire d'Eurofighter allemands s'empresse de les intercepter.

### **Un parfum de Guerre froide**

L'exercice fleure bon la Guerre froide : on attribue aux rouges les caractéristiques des avions russes Sukhoi et Mig, même s'ils sont en réalité incarnés par de bons vieux F-15 américains, par des Gripen suédois ou par l'un des quatorze Rafale et Mirage 2000 dépêchés par l'armée de l'air. Comme la quasi-totalité des exercices militaires organisés dans la région, Arctic Challenge imagine une confrontation entre Russes et Occidentaux, redevenue plausible depuis l'invasion en 2014 de la Crimée par Vladimir Poutine.

En 2018, l'exercice otanien Trident Juncture, le plus important depuis dix ans pour l'Alliance atlantique, avait réuni en Norvège et en Islande plus de 45 000 militaires originaires de 31 pays, dans un « scénario de défense collective ». Côté russe, l'exercice Zapad (« Ouest ») en 2017 avait réuni 40 000 à 70 000 militaires alors que l'exercice Vostok (« Est ») en 2018, le plus important de l'histoire du pays avec 300 000 soldats, 36 000 blindés, un millier d'aéronefs et 80 navires, comportait lui aussi un important volet arctique.

### **« Un quasi-monopole russe »**

Mais en dehors de ces exercices, les forces en présence sont limitées. « L'Arctique est un quasi-monopole russe », nous confie une source officielle française. Et pour cause : les conditions extrêmes sont un obstacle



majeur pour ceux qui s'y aventurent, et il ne suffit pas d'avoir de l'argent et de claquer des doigts pour y projeter des paras ou y installer une base. « Seuls les Russes sont opérationnels sur l'ensemble de la zone : ils peuvent aujourd'hui se déployer n'importe où dans l'Arctique en 48 à 72 heures, et ils visent 24 heures à l'horizon 2030 », explique Mikaa Mered, enseignant à Sciences Po Paris et à l'École de guerre et auteur de *Les Mondes polaires* (PUF, 2019).

## **77 brise-glace russes**

Le chercheur expert de l'Arctique souligne l'état de préparation exceptionnel des Russes : « Il fait moins froid au pôle Nord que dans certaines zones de la Sibérie continentale ! Si vous testez vos troupes et vos matériels en Sibérie par  $-70$  ou  $-75^{\circ}$ , vous pouvez largement opérer par  $-30$  ou  $-40^{\circ}$  au pôle Nord ». Un officier français coutumier des opérations spéciales confirme : « Les Russes ont récemment réussi à parachuter une brigade entière par  $-30^{\circ}$  au sol » : un exploit aujourd'hui hors d'atteinte pour les autres armées du monde.

Et ce n'est même pas le principal atout des Russes ! Avec 77 brise-glace opérationnels publics et privés, dont six à propulsion nucléaire, ils peuvent naviguer librement dans la région. Ils passeront la barre des cent brise-glace en 2030, notamment avec la nouvelle classe Arktika, capables de percer trois mètres de glace et dont le premier de série, éponyme, vient d'entrer en service.

## **Le « balcon » de la Russie**

S'ils voient le jour, les futurs mastodontes de classe Leader, deux fois plus puissants encore, finiront d'asseoir la domination du pays. En parallèle, le Kremlin finance un projet de plateforme scientifique flottante dans l'océan arctique, qui préfigurerait un modèle de « hub » militaire projeté en mer à bas coût. Pour cent millions d'euros l'unité, soit huit fois moins qu'un gros brise-glace, ces bases avancées pourraient accueillir des hélicoptères. De quoi défendre la région, qu'ils « considèrent comme leur balcon », nous glisse-t-on au cabinet de la ministre des Armées, Florence Parly.

« Officiellement, les Russes craignent une action américaine via les pôles, mais ce sont bien eux qui ont le plus de capacités d'action », commente une source française, tout en rappelant que « une partie de la dissuasion nucléaire russe est installée dans cette zone arctique, dès lors cruciale pour eux », en référence à la base des sous-marins nucléaires de Mourmansk, près de la frontière avec la Norvège et la Finlande.

## **Les militaires investissent l'Arctique – Comment la Chine se fait passer pour une nation polaire**

*REPORTAGE 3/4. Russes et Américains s'écharpent dans les glaces. La Chine veut en profiter pour mettre la main sur les ressources de la région.*

*Par Guerric Poncet*

*Publié le 24/11/2020 à 10:00 | Le Point.fr*



***Le brise-glace chinois « Xuelong 2 » dans les eaux antarctiques, en novembre 2019.***

Photo d'illustration. © Liu Shiping / XINHUA via AFP



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

***Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard***

Page 13

Les deux premiers épisodes de cette série ont montré l'opposition entre la présence russe déjà effective et les appétits américains, qui manquent toutefois de brise-glace pour agir. Bien que loin de l'Arctique, la Chine a fait du pôle Nord un objectif stratégique de premier plan et veut contrôler les nouvelles « routes polaires de la soie ». Contrairement aux Occidentaux, Pékin semble en mesure de construire assez de brise-glace : à force d'en fabriquer pour le secteur privé mondial, ils ont appris à en faire pour eux-mêmes. Ils pourront concurrencer honorablement les Russes d'ici à 2030 ou 2040, selon les experts.

L'empire du Milieu veut absolument contrôler les ressources naturelles, hydrocarbures et terres rares en tête, et n'hésite dès lors pas à se définir comme une nation quasi arctique. « La Chine s'approche avec des capacités opérationnelles importantes », estime Mikaa Mered, enseignant à Sciences Po Paris et à l'École de guerre, qui relève que « cela pousse la Russie à revenir autour de la table discuter avec les autres nations arctiques ». On voit même apparaître dans les institutions internationales le concept de « troisième pôle » chez les Chinois et les Indiens, en référence aux sommets de la chaîne himalayenne dont l'existence justifierait que les deux pays s'impliquent dans les négociations sur les pôles Nord et Sud.

## « Un pôle de paix » ?

Pour Moscou, il est impensable de laisser un pays non arctique s'installer : « Si la Chine peut venir, n'importe qui peut venir », résume Mikaa Mered. De quoi renouer des liens solides entre Russes et Européens ? « Ce qui est sûr, c'est que l'Arctique a été l'un des éléments de la décision d'Emmanuel Macron de tenter un rapprochement diplomatique avec la Russie », assure-t-il encore. La perspective d'un équilibre pacifique des forces est appuyée par le fait que, sans se soucier des tensions politiques, les services de secours de tous les pays arctiques coopèrent systématiquement entre eux dans cette région où le moindre incident prend des proportions énormes, et où de plus en plus de navires de croisière s'aventurent.

« L'Arctique est l'endroit où l'Eurasie, l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique se rencontrent, où les frontières se rapprochent. [...] Faisons du pôle Nord un pôle de paix », plaidait Mikhaïl Gorbatchev, le 1<sup>er</sup> octobre 1987, à Mourmansk. La menace chinoise poussera-t-elle les ennemis d'hier à s'entendre dans la région ? La réponse est là, quelque part, dans les glaces...

## Les 4 nerfs de la guerre en Arctique.

**Le brise-glace**, pour l'accès aux zones de surface. **Les capacités aéroportées**, pour la projection de forces terrestres. **Les satellites**, pour observer et anticiper la concentration de glace. **Les sous-marins**, pour surgir n'importe où.

**Ce qui change en Arctique.** Opérer près du pôle Nord nécessite beaucoup d'adaptations. Par exemple, les coques des navires doivent être renforcées, les carburants des véhicules doivent résister à - 60 °C et les orbites des satellites-espions doivent être modifiées. Les militaires doivent eux aussi résister : « Physiologiquement, le grand froid change tout », explique au *Point* Maryline Gygax Généro, directrice centrale du service de santé des armées, dont les services peaufinent un régime nutritionnel « très enrichi en calories » pour résister au froid.

**Petites tensions entre amis.** Washington considère, comme la France, que le passage du Nord-Ouest n'appartient pas au Canada et navigue dans ces eaux comme si elles étaient internationales, ce qui ne manque pas d'exaspérer Ottawa et les communautés inuites.



## Iran-Al-Qaïda : l'entente secrète

**La théocratie chiite sert de refuge aux dirigeants historiques de l'organisation djihadiste sunnite. Lumière sur une collaboration contre nature.** - Par Armin Arefi

Modifié le 16/11/2020 à 15:44 - Publié le 16/11/2020 à 14:00 | Le Point.fr



**Sur le papier, la République islamique chiite, dirigée par l'ayatollah Ali Khamenei (photo), est pourtant en tout point opposée aux djihadistes sunnites d'Al-Qaïda.** © Iranian Leader Press Office Agency via AFP

La scène est digne d'un film d'espionnage. Nous sommes le 7 août dernier, dans les rues de Téhéran.

Une Renault Logan est prise en filature par une moto dans le quartier de Pasdaran, dans le nord de la capitale. Les deux hommes à son bord se portent à hauteur du véhicule, côté conducteur, et tirent cinq balles à l'aide d'un pistolet silencieux. Les passagers du véhicule, un homme d'une soixantaine d'années et une jeune femme, meurent sur le coup.

D'après les médias iraniens, il s'agirait de Habib Daoud, un professeur d'histoire libanais, et de Myriam Daoud, sa fille, âgée de 27 ans. Étonnamment, l'affaire, qui rappelle l'assassinat de scientifiques nucléaires iraniens au début des années 2010, ne provoque pas de scandale en Iran. Tout juste certains milieux sécuritaires iraniens indiquent-ils que l'enseignant libanais était un membre du Hezbollah, mouvement chiite créé par l'Iran au Liban.

Pourtant, personne au pays du Cèdre n'est venu confirmer par la suite l'identité de Habib Daoud ni celle de sa fille Myriam. Et pour cause, cet homme n'existe pas. L'individu abattu le 7 août dernier en Iran s'appelle en réalité Abdullah Ahmed Abdullah, plus connu sous le nom de guerre Abou Mohammed al-Masri. Numéro deux d'Al-Qaïda, c'est lui qui a eu l'idée des attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998, qui ont fait 224 morts et plus de 5 000 blessés. D'après le *New York Times* qui a révélé l'affaire, Al-Masri a été tué à Téhéran par deux agents du Mossad, qui agissaient pour le compte des États-Unis et ont abattu le terroriste à l'occasion de l'anniversaire des attaques. La femme retrouvée à ses côtés est bien sa fille, Myriam, l'épouse de Hamza ben Laden, le fils du fondateur d'Al-Qaïda. Téhéran a rapidement dénoncé une « information fabriquée » et Al-Qaïda n'a pas encore confirmé la nouvelle. Mais le quotidien new-yorkais, qui s'appuie sur des responsables américains du renseignement, est formel : le conducteur de la Renault est bien Abou Mohammed al-Masri, et il se trouvait en Iran depuis dix-sept ans.

### **L'ennemi de mon ennemi »**

« Comment ce haut responsable de la nébuleuse islamiste a-t-il fini réfugié dans la théocratie chiite, que tout oppose pourtant sur le papier aux djihadistes sunnites ? « Cela fait très longtemps que les membres d'Al-Qaïda et leur famille résident secrètement en Iran », confie au *Point* Mohammad Reza Heydari, ancien diplomate iranien en poste en Norvège, qui a fait défection à la suite de la répression des manifestations populaires de 2009 en Iran. « La stratégie de la République islamique est de nouer des contacts avec les ennemis des États-Unis afin de pouvoir frapper les intérêts américains dans la région selon le dicton : l'ennemi de mon ennemi est mon ami. » C'est au lendemain du 11 septembre 2001, lors de la traque lancée par l'armée américaine des responsables d'Al-Qaïda en Afghanistan, que certaines grandes figures trouvent refuge en Iran.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

***Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard***

Page 15

Des documents saisis par les États-Unis lors du raid contre la résidence d'Oussama ben Laden, à Abbottabad au Pakistan en mai 2011, donnent une idée de l'étendue de cette « coopération ». D'après ces archives de la CIA, déclassifiées en décembre 2017, le premier membre d'Al-Qaïda à s'être installé en Iran en décembre 2001 est le djihadiste mauritanien Abou Hafs al-Mauritani, un proche de Ben Laden. « À entendre Abou Hafs, les Iraniens ont joué un rôle assez obscur, dans la mesure où ces djihadistes ont été officiellement invités par le gouvernement iranien », racontait au *Point* en 2018 le journaliste Lemine Ould Salem, qui avait pu s'entretenir avec Abou Hafs al-Mauritani à Nouakchott, et en avait tiré un livre, *L'Histoire secrète du djihad* (Flammarion). « S'ils ont parfois été emprisonnés, c'était souvent dans des complexes résidentiels. À un moment donné, ajoute-t-il, Abou Hafs a pu accéder au téléphone et à Internet. Il pouvait même se promener en ville ou prendre contact avec sa famille. »

## **Monnaie d'échange**

Al-Mauritani a été suivi à l'été 2002 de l'Égyptien Saif al-Adel, organisateur des attentats contre les ambassades américaines, d'Abou Mohammed al-Masri, mais aussi de deux des propres fils d'Oussama ben Laden, Saad et Hamza. De la même manière, le djihadiste jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, passera quelques semaines en Iran en 2002, avant de rejoindre l'Irak, où il créera Al-Qaïda en Irak, responsable de nombreux attentats contre les forces américaines, mais aussi contre la communauté chiite irakienne. « Une partie des cadres d'Al-Qaïda centrale se trouvent bien en Iran, en particulier les éléments engagés dans la propagande et les facilitateurs opérationnels », explique Dominique Thomas, chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). « Cette structure coordonne le discours officiel d'Al-Qaïda et donne de la cohérence aux orientations idéologiques. Elle félicite les actions des franchises qui disposent d'une relative, voire totale, autonomie d'actions pour certaines d'entre elles. »

Si la République islamique est officiellement opposée aux extrémistes sunnites qu'elle affronte notamment en Irak et en Syrie, son accueil des responsables d'Al-Qaïda s'explique par les avantages ponctuels qu'elle en tire. « Il s'agit avant tout pour l'Iran d'obtenir une monnaie d'échange lorsqu'Al-Qaïda prend des Iraniens en otages », explique Raz Zimmt, chercheur à l'Institute for National Security Studies (INSS). « Téhéran souhaite également pouvoir contrôler les activités du groupe et ainsi éviter qu'il n'attaque le territoire iranien. Il espère enfin coopérer avec les djihadistes contre des cibles américaines. »

## **Mariage blanc**

Les liens troubles entre l'Iran et Al-Qaïda ont été plusieurs fois dénoncés par les États-Unis et l'Arabie saoudite. En décembre 2015, le ministre saoudien des Affaires étrangères Adel al-Jubeir confiait, lors d'une visite à Paris, que la présence de hauts responsables djihadistes sur le territoire iranien prouvait, selon lui, le soutien de la République islamique au terrorisme mondial. « Il n'y a pas de coordination ni d'affinité idéologique entre l'Iran et Al-Qaïda. Il s'agit plutôt d'un mariage blanc de complaisance pour assouvir des intérêts communs », nuance le chercheur Dominique Thomas. « Al-Qaïda n'a pas confiance en Téhéran, mais sait que son territoire peut lui servir de base de repli ou de transit. L'histoire est remplie de ce type de partenariat contre nature. »

L'exil iranien des dirigeants d'Al-Qaïda, entre emprisonnement et assignation à résidence, ne manque pas d'ambiguïtés. Dans une vidéo récupérée dans l'ordinateur d'Oussama ben Laden et diffusée en 2017, on aperçoit son fils Hamza, alors âgé de 17 ans, célébrer son mariage avec Myriam, la fille d'Abou Mohammed al-Masri (que l'on ne voit pas dans le document, NDLR). D'après la CIA, l'union aurait été scellée en Iran en 2007. Hamza ben Laden a finalement été autorisé à quitter la République islamique en 2011 à la faveur d'un échange avec un diplomate iranien enlevé au Pakistan. Il a regagné les zones tribales situées à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, avant d'être éliminé dans une opération américaine révélée l'année dernière. Abou Hafs al-Mauritani a, lui, fui l'Iran en 2012 et vit depuis dans sa résidence en Mauritanie. Quant à l'Égyptien Saif al-Adel, il se trouverait toujours en République islamique



## L'évolution de l'islamisme en Amérique

*Dr Abdullah F. Alrebh, Maître de Conférence de sociologie à la Grand Valley State University au Michigan*

Alors que nous sommes maintenant à la veille de l'une des élections américaines les plus marquantes depuis la fin de la guerre froide il y a trente ans, il convient de se demander comment le résultat affectera les islamistes nationaux. Aux États-Unis, comme ailleurs en Occident, la plupart des groupes islamistes organisés tirent leurs racines des Frères musulmans et essaient donc de travailler au sein de systèmes préexistants pour atteindre leur objectif final souhaité d'un État islamique. La dynamique de la façon dont les islamistes américains interagissent avec le système politique a changé assez radicalement au fil du temps.

### Une autre époque

Le Parti républicain, parfois appelé le Grand Old Party ou GOP, a des conservateurs religieux comme bloc électoral de base. Les protestants évangéliques constituent la plus grande partie de ce bloc, mais ils sont également composés d'un nombre important de catholiques, de juifs orthodoxes et – au moins jusqu'en 2001 – de musulmans. Aussi difficile qu'il soit de se souvenir d'une époque antérieure au 11 septembre, les musulmans étaient les plus à l'aise dans le Parti républicain.

Les différences doctrinales parmi les croyants étaient moins importantes que les questions politiques – l'avortement, les droits des LGBTQ, l'enseignement de l'évolution, la prière dans les écoles – et sur celles-ci il y avait un large accord. Pour cette raison, les islamistes, qui étaient parmi les plus importants organisateurs de la communauté musulmane américaine, avaient tendance à soutenir le GOP.

On peut également ajouter que tout au long des années 90, les islamistes ont été aliénés du Parti démocrate par certaines des politiques du Président Bill Clinton. Après l'attaque Attentat à la bombe contre le bâtiment fédéral d'Oklahoma City d'avril 1995 par deux terroristes blancs, la réponse législative menée par Clinton comprenait des mesures qui renforçaient le système financier contre les terroristes. L'un des principaux impacts a été de fermer et même de poursuivre les islamistes qui dirigent ce qu'ils ont décrit comme des «organisations caritatives», qui fournissaient des ressources à des groupes comme le Hamas, la branche palestinienne des Frères musulmans.

La loi antiterrorisme de l'ère Clinton que les islamistes jugeaient discriminatoire à l'égard des musulmans, est devenue un enjeu de la campagne électorale de 2000, le candidat républicain George W. Bush condamnant l'utilisation de «preuves secrètes» dans les audiences d'immigration, et le candidat démocrate (le Vice-président de Clinton) Al Gore défend la loi.

Pendant la guerre froide, en particulier après les changements au sein du Parti démocrate à la fin des années 1960, les musulmans se sont fortement identifiés aux républicains dans l'entreprise commune de l'opposition au communisme, une idéologie militante athée qui avait détruit l'islam dans une large mesure en Union soviétique. Lorsque les Soviétiques ont envahi l'Afghanistan à majorité musulmane en 1979 et ont tenté d'imposer leur idéologie à ce pays, le Président républicain Ronald Reagan a également soutenu la résistance anticommuniste dans le cadre de sa doctrine Reagan de soutien aux insurgés anticommunistes partout. La résistance afghane contenait de puissants éléments islamistes. Les démocrates étaient beaucoup plus réticents face à cette politique.

L'occupation soviétique de l'Afghanistan a eu des ramifications pour le monde entier. Le plus évident est que certains des «arabo-afghans», les quelques milliers d'Arabes qui avaient combattu l'Armée rouge aux côtés des moudjahidines, avaient été initiés à des doctrines et à des réseaux qu'ils n'avaient pas auparavant, puis ont commencé à rapporter ces idées chez eux.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

***Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard***

Page 17

Des insurrections islamistes ont éclaté en Égypte, en Algérie et ailleurs dans les années 1990. En Arabie saoudite, Oussama ben Laden est rentré chez lui en tant que héros populaire, puis a été amèrement déçu de voir le gouvernement saoudien inviter des troupes occidentales à combattre Saddam Hussein après son annexion du Koweït, plutôt que de compter sur le groupe de djihadistes de Ben Laden. Ben Laden serait bientôt expulsé du Royaume et sa citoyenneté révoquée; la longue route vers le 11 septembre avait commencé.

## **Époques plus récentes**

Le 11 septembre a tout changé, tout comme le cliché l'a fait, et une chose a changé, c'est l'alignement des musulmans en Amérique. Bush avait remporté les élections en 2000, de sorte que les républicains ont été accusés de la réponse sécuritaire à l'atrocité. Certaines des mesures ont touché de manière disproportionnée les musulmans et les islamistes ont bondi, alimentant un récit de victimisation et de discrimination. Pendant ce temps, le Parti démocrate évoluait. Alors que le Président Clinton avait riposté rapidement et avec force quand Al-Qaïda a frappé les ambassades des États-Unis en Afrique de l'Est et a déclaré à plusieurs reprises son intention de renverser Saddam, les démocrates maintenant étaient totalement opposés au pouvoir américain et se concentraient davantage sur les questions d'identité, qui couvraient différences entre les libéraux et les musulmans en matière de politique sociale.

Avec le retour des démocrates au pouvoir en 2009, sous le Président Barack Obama, un «nouveau départ» a été annoncé pour les relations entre l'Amérique et les musulmans. Lorsque le soi-disant printemps arabe a éclaté deux ans plus tard, et que les gouvernements alliés ont été renversés, les islamistes ont fait leur apparition dans bon nombre de ces pays. L'approche des États-Unis a été énoncée par la Secrétaire d'État de l'époque, Mme Hillary Clinton, qui a déclaré, «Il est dans l'intérêt des États-Unis de dialoguer avec toutes les parties qui sont pacifiques et engagées dans la non-violence ... et nous accueillons donc favorablement le dialogue avec les membres des Frères musulmans qui souhaitent échanger avec nous.» C'était quelque peu alarmant pour les alliés traditionnels des États-Unis comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Israël, qui étaient tous déjà mécontents de la rapidité avec laquelle l'administration Obama avait relâché le dirigeant égyptien, Hosni Moubarak.

Les Frères musulmans sont arrivés au pouvoir dans l'Égypte postrévolutionnaire, mais ses faux pas se sont révélés trop nombreux et sa chute a été rapide. Le nouveau gouvernement égyptien s'est fermement associé aux Saoudiens, aux Émiratis et aux Bahreïnais pour s'opposer à l'influence islamiste dans toute la région. Avec le changement de président, d'Obama à Donald Trump, en janvier 2017, les États-Unis se sont alignés sur cette politique, éliminant la tendance de sensibilisation des années Obama et introduisant une approche stratégique plus solide qui cherche à marginaliser les islamistes.

À ce stade, le divorce entre le GOP et les islamistes est complet. Le Sénateur républicain Ted Cruz a même proposé un projet de loi au Congrès pour désigner les Frères musulmans comme organisation terroriste étrangère, une mesure déjà prise par plusieurs gouvernements du Moyen-Orient. Si Trump gagne, ce cours devrait être poursuivi.

Si Trump perd, et que son rival démocrate Joe Biden devient président, il pourrait y avoir un changement de politique aux États-Unis qui cherche une approche plus accommodante avec les islamistes. Sur le plan intérieur, les islamistes pourraient aussi avoir plus d'espace, car les démocrates se méfient de toute action qui semble cibler les musulmans, comme l'ont fait les affaires de terrorisme et de financement dans les années 1990. Les démocrates ont soutenu que Trump est islamophobe, et que l'établissement d'une distinction nette avec l'attitude Trumpian était devenu central pour les démocrates. C'est cette impulsion derrière Biden, y compris des citations du Coran et du Hadith dans ses discours pour démontrer sa tolérance de l'islam et son respect pour les musulmans.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

**Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard**

Page 18

## Situation actuelle

Les Frères musulmans à leurs origines, en Égypte en 1928, cherchaient à créer un ordre légitime après l'effondrement du califat ottoman ; le mouvement s'est installé sur une idéologie de revivalisme islamique qui était fortement anti-occidentale et expansionniste, cherchant à créer une politique sur tous les musulmans. Au fur et à mesure que la Fraternité se développait, se ramifiait, puis subissait la répression d'un État à l'autre dans les années 1950 et 1960, elle a commencé à s'installer dans les pays occidentaux libres qu'elle méprise, où il avait l'espace opérationnel pour faire du prosélytisme et préparer ses prochains mouvements pour ses différents pays d'origine. Au fil du temps, les liens directs entre l'organisation «mère» et les branches satellites occidentales se sont effondrés, mais l'idéologie s'est maintenue de manière assez cohérente.

Tout comme au Moyen-Orient, la plupart des organisations islamiques dérivées de la Fraternité aux États-Unis s'appuient sur une démographie beaucoup plus instruite, professionnelle et plus riche que celle des autres immigrants, mais aussi que celle des populations autochtones des États-Unis. Même sans l'histoire décrite ci-dessus à travers la guerre froide, l'ère Clinton, et le monde après le 11 septembre, la dynamique sociopolitique simple de l'Amérique inclinerait cette population à voter démocrate. Il n'est pas surprenant de voir des organisations de jeunes américaines et musulmanes se mobiliser à une telle échelle pour se tenir aux côtés de Biden contre Trump —et, en fait, non conventionnelles. Une des rares erreurs que Biden a commises est de permettre à sa campagne de paraître comme si elle acceptait le soutien de Linda Sarsour, une militante liée à des groupes dérivés de la Fraternité, qui est mieux connue pour ses remarques antisémites répétées.

Comme pour tous les groupes d'immigrants récents aux États-Unis, pour les Arabes et les musulmans, la question de leur patrie est très importante. L'économie, les soins de santé et le racisme systémique sont tous des problèmes, mais contrairement à la plupart des blocs de vote, il existe un réel intérêt pour la politique étrangère, car elle peut avoir un impact sur le cours des événements pour la famille et les amis. Pour les islamistes, qui considèrent leur séjour en Amérique comme temporaire, un refuge sûr pendant qu'ils complotent le triomphe dans leur patrie, l'objectif est d'utiliser la puissance impressionnante de l'État américain pour faire pression sur ses ennemis et soutenir ses amis. Les islamistes sont également devenus habiles à dissimuler ces préférences de politique de pouvoir dans un costume de gauche qui séduit le public démocrate. Ainsi, l'agitprop des islamistes contre les alliés traditionnels comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis est présentée en termes de «démocratie» et de «droits de l'homme».

Aujourd'hui, malgré l'importance publique du « vote musulman » en raison de la rhétorique de Trump, des politiques d'immigration et d'autres craintes concernant le traitement des ONG et des organisations caritatives musulmanes, le vote n'est pas si important en termes concrets. Elle est importante dans une poignée d'États de manière significative – le Michigan, le Minnesota et New York – et dans aucun de ces États les musulmans ne peuvent faire la différence de manière décisive. Cela dit, les musulmans font partie de la coalition des minorités réunies par les démocrates, et leur statut est bien plus élevé que leur nombre ne le laisse supposer. Les politiques affectant les musulmans ont la capacité de mobiliser les démocrates d'une manière qui ne concerne pas la plupart des autres minorités. Si cela reste vrai après mardi, et si la tension latente entre le conservatisme social des musulmans et le libéralisme social toujours plus radical du parti démocrate se transforme en schisme, nous devons attendre et voir.

European Eye on Radicalization vise à publier une diversité de points de vue et, à ce titre, n'approuve pas les opinions exprimées par les contributeurs. Les opinions exprimées dans cet article ne représentent que l'auteur.

*eeradicalization.com*



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

**Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard**

Page 19

## Maroc-Polisario: une crise quasi insoluble pour les Nations Unies



**Pascal Airault**

16 novembre 2020 à 17h45

***L'armée marocaine a délogé les combattants indépendantistes de Guerguerat, permettant la reprise de la circulation vers la Mauritanie***

© Sipa Press

La communauté internationale appelle les belligérants à la retenue au Sahara occidental après la reprise de contrôle par l'armée marocaine du poste-frontière de

Guerguerat, marquant la limite entre le Sahara occidental et la Mauritanie, après trois semaines de blocage de l'activité économique.

La circulation a repris au poste-frontière de Guerguerat. Les camions marocains de fruits et légumes, de textile et de fer à béton ont pu passer en Mauritanie après une opération de l'armée marocaine, le 13 novembre. Les troupes royales ont délogé de cette zone tampon la soixantaine de soldats du Polisario qui s'y étaient installés pour bloquer le passage des véhicules. Une opération qui s'est faite sans heurts, d'après nos informations.

« Nous avons prévenu nos partenaires européens et américains des violations du cessez-le-feu par le Polisario, explique un ex-diplomate marocain. Le roi Mohammed VI a *in fine* pris ses responsabilités, mais a donné des instructions pour éviter toute effusion de sang. »

La semaine dernière, le patron du Quai d'Orsay, Jean-Yves Le Drian, de passage à Rabat, avait loué la retenue marocaine. Et avait discuté avec son homologue marocain, Nasser Bourita, de la nomination du futur envoyé social du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, après la démission Horst Köhler en mai 2019.

Ex-envoyé spécial, l'Allemand avait réussi à rétablir un semblant de confiance entre les deux parties au conflit et à associer les pays riverains, la Mauritanie et l'Algérie, à des pourparlers. Son départ a douché les espoirs et a amené les belligérants à faire bouger les lignes. Le Polisario a réalisé plusieurs incursions dans la zone tampon afin de provoquer un nouveau rapport de force.

**Référendum.** De son côté, le Maroc a poussé ses partenaires africains à s'installer au Sahara occidental. Le Burundi, la Centrafrique, les Comores, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Gabon, la Gambie, la Guinée, le Liberia, São Tomé-et-Príncipe, le Burkina Faso, la Guinée-Bissau et la Guinée Equatoriale y ont ouvert des consulats. Le royaume incite actuellement ses alliés du Golfe (Qatar, Emirats arabes unis, Arabie saoudite...) à le faire. Le Polisario a condamné des actes hostiles à même de saper les efforts de reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Et menace de reprendre les armes.

Le Conseil de sécurité a établi la Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso) en 1991. Elle y a envoyé des casques bleus sur le terrain pour superviser le cessez-le-feu entre les deux belligérants et des agents pour préparer un référendum d'autodétermination. Près de trente ans plus tard, ce référendum est relégué aux calendes grecques.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

**Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard**

Page 20

*La Minurso a constaté 61 violations de l'accord de cessez-le-feu dont huit provoquées par l'armée royale et 53 par les forces militaires du Polisario*

Le royaume propose aujourd'hui une large autonomie aux Sahraouis, tout en gardant la souveraineté sur ce territoire. Mais le Polisario et l'Algérie, le principal soutien du mouvement indépendantiste, continuent à revendiquer la tenue d'un référendum d'autodétermination pour le peuple sahraoui. Pour eux, c'est un sujet de décolonisation. Le Maroc, pour sa part, estime qu'il s'agit d'une question de restitution d'un territoire anciennement occupé par l'Espagne. Bref, les parties ne sont pas près de s'entendre.

**Crédibilité.** Entre le 1er septembre 2019 et le 31 août 2020, la Minurso a constaté 61 violations de l'accord de cessez-le-feu dont huit provoquées par l'armée royale et 53 par les forces militaires du Polisario. Elle s'inquiète aussi du regain de présence de trafiquants de drogue et de criminels. Et déplore les entraves marocaines à la liberté d'expression des activistes, blogueurs et militants ainsi que les atteintes du Polisario aux droits de l'homme dans le camp de réfugiés de Tindouf.

Samedi, le Secrétaire Général du Front Polisario, Brahim Ghali, a annoncé la fin de l'engagement au cessez-le-feu « que l'occupation marocaine avait torpillé ». De son côté, Nasser Bourita refuse de relancer un « processus politique avec la partie qui a perdu toute crédibilité, qui travaille en tant que groupe armé et gang ». Le royaume se satisfait de l'arrivée d'une administration démocrate à Washington avec l'élection de Joe Biden. « Nous espérons que Hillary Clinton sera nommée comme ambassadrice des Etats-Unis à l'Onu, conclut l'ex diplomate. Elle a toujours joué en notre faveur. »

## **Shocking : la Royal Navy tombe-t-elle en ruine ?**

***La fierté de nos voisins anglais manquera de missiles dès 2018, et le nombre de navires chute. Le budget est siphonné par la construction des porte-avions.***

*Par Guerric Poncet*

Publié le 23/11/2016 à 15:12 | Le Point.fr

***Le destroyer britannique HMS Duncan (au premier plan) escorte et surveille le groupe aéronaval russe constitué autour du porte-avions Amiral Kuznetsov (à l'arrière-plan), en mer du Nord, le 20 octobre 2016. © Royal Navy Media Archive / Flickr/ PO Phot Dez Wade***



L'affaire fait grand bruit en Grande-Bretagne. La Royal Navy, fer de lance de ce pays insulaire, frôle l'humiliation. Les frégates et destroyers de la marine britannique n'auront plus de missiles antinavires à partir de 2018, rendant presque impossible le combat contre d'autres navires de surface.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

**Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard**

Page 21

« La puissance de feu de nos navires de guerre sera réduite à un niveau inférieur à leurs équivalents du XIXe siècle », s'émeut The Register. L'amiral à la retraite Chris Parry dénonce dans The Telegraph « un gouvernement irresponsable » et des navires « qui sont là pour la figuration, pas pour le combat ».

Les navires modernes ont en effet délaissé les énormes canons de marine, avec l'entrée en service progressive des missiles antinavires à partir des années 1960. Mais les vieux missiles Harpoon, développés dans les années 1980 et toujours en dotation dans la Royal Navy, doivent être retirés du service en 2018. Ils ne seront pas remplacés avant dix ans, le programme manquant de fonds.

## **Pas d'argent pour une solution temporaire**

Pire : les missiles antinavires Sea Skua équipant les hélicoptères de la Royal Navy doivent eux aussi être retirés du service, en 2017, et ne seront remplacés par les nouveaux missiles franco-britanniques Sea Venom qu'en 2020, date à partir de laquelle les marins retrouveront donc un semblant de puissance de feu contre les bâtiments de surface. Mais les missiles des hélicoptères, qui ne décollent pas par mauvais temps et sont vulnérables face aux défenses antiaériennes ennemies, sont loin d'être aussi efficaces et puissants que les missiles tirés directement depuis les navires.

Comme le relève le site français Zone militaire, la Royal Navy pourrait acheter un nouveau stock de missiles Harpoon, ou même s'équiper temporairement de l'Exocet français ou du Naval Strike Missile norvégien, mais les fonds manqueraient aussi pour une telle opération.

## **Le budget siphonné par les porte-avions**

Pendant cette rupture temporaire de capacité, les frégates et destroyers ne disposeront plus que de leur unique canon moyen de 4,5 pouces (11,4 cm) et de leurs mitrailleuses lourdes (jusqu'à 30 mm). Pas de quoi garder la tête haute dans les eaux du Golfe persique, de la mer Noire ou même en Europe, où une armada russe en route pour les côtes syriennes a récemment nargué les marines européennes (photo ci-dessus). Moqueur, *The Register* suggère la remise en service de deux biplans torpilleurs des années 1930... Petite consolation toutefois, les missiles Sea Wolf, utilisables exclusivement pour intercepter les missiles ennemis, ne sont pas touchés par les réductions budgétaires.

Torpillé par la presse, le ministère de la Défense (MoD) a botté en touche, préférant saluer son plan d'équipement de 178 milliards de livres sterling, un chiffre en hausse. Mais ce budget est siphonné par la construction de deux porte-avions de la classe Queen Elizabeth, et de quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE, pour la dissuasion nucléaire, à différencier des sous-marins nucléaires d'attaque SNA, destinés au combat contre d'autres bâtiments) de la nouvelle classe Dreadnought, en remplacement des bâtiments de la classe Trident.

## **Des destroyers sensibles à la chaleur**

Cette nouvelle tombe mal pour le gouvernement britannique, déjà très critiqué pour avoir obligé la Royal Navy à réduire le nombre de ses navires de premier rang (frégates et destroyers) à 19, au lieu des 50 réclamés par les amiraux pour assurer leur mission dans des conditions « juste acceptables » (une tendance aussi observable en France). « Notre flotte est désormais passée en dessous du seuil critique requis pour assurer ses missions, en particulier si la situation internationale continue de se détériorer », a martelé le président de la commission de la Défense au Parlement britannique, Julian Lewis.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

***Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard***

Page 22

Comme si cela ne suffisait pas, dès 2020, il faudra en plus aligner des navires d'escorte pour les groupes aéronavals constitués autour des deux nouveaux porte-avions. Enfin, comme le rappelle la BBC, la Royal Navy a récemment fait face à un scandale après la découverte d'une faute de conception majeure dans ses nouveaux destroyers de type 45, qui empêche le fonctionnement durable des moteurs dans les eaux les plus chaudes du globe, dans le Golfe par exemple.

## **Expansion djihadiste vers l'ouest : Comment la Katiba Macina s'approche dangereusement du Sénégal...**

Dans un Sahel en ébullition, le Sénégal parvient à contenir les nouvelles menaces qui toquent à ses frontières. Parmi ces menaces, celles portées par les groupes djihadistes sont les plus craintes et à juste titre.

Depuis quelques années, les autorités sénégalaises travaillent à la mise en place de stratégies pour faire face à une attaque menée, non pas par une bande armée mais à distance.

Dans sa réponse à Amadou Kouffa qui appelait les peulhs du Sénégal à rejoindre le jihad, Macky Sall écartait la possibilité d'une attaque menée par un groupe organisé sur le sol sénégalais. Il s'attendait plus à un attentat suicide ou à des actions similaires à ce qui s'est passé à Bamako, à Ouagadougou et à Grand Bassam entre novembre 2015 et mars 2016. Al Qaida au Maghreb islamique (AQMI) a revendiqué ces actions menées par Al Mourabitoune.

C'est pour cette raison que les services de renseignement sénégalais étaient sur le qui-vive lorsqu'ils ont eu vent de la probable libération du cerveau et du superviseur de ces attaques à la faveur de l'échange de prisonniers entre Bamako et le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM) lié à Al Qaïda. Le procès des attentats du Radisson Blu de Bamako qui a vu comparaître Fawaz Ould Ahmeida a fait pousser un ouf de soulagement au Sénégal qui le surveille en même temps que son acolyte Mimi Ould Baba Ould Cheikh. Les deux hommes liés à Al Mourabitoune ont eu des velléités de s'attaquer au pays de la « Téranga ». Rien ne nous dit que le GSIM a abandonné cette idée d'une attaque téléguidée depuis le septentrion malien, mais il est aussi important d'étudier l'évolution de la menace provenant de l'extrême ouest du Mali où la Katiba Macina du GSIM intensifie sa présence.

### **La guerre fratricide entre le GSIM et l'ex EIGS**

Sous la direction du prêcheur peulh Amadou Kouffa, le Front de Libération du Macina, une composante d'Ansar Dine qui rêve de restaurer l'empire théocratique du Macina a été depuis 2015 à l'origine de plusieurs attaques dans le centre du Mali. Ce sous-groupe qui est aujourd'hui le plus important en termes d'hommes et d'influence au sein du Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) né en 2017 est dans une logique d'expansion vers l'extrême ouest malien. La stratégie du groupe consiste à parler aux populations locales, mais aussi à installer des bases en dehors de la forêt de Wagadou pour la formation militaire des nouvelles recrues. Il faut préciser que la prédication a été de mise dans la zone dès 2016, donc avant la naissance du GSIM sous la houlette d'Abou Mahmoud alias Mikdadi al Ansari. Ce dernier était le commandant du secteur de Nara (région de Koulikoro). Il est mort dans un raid aérien mené par Barkhane le 09 février dernier.

Au moment de mourir sous les tirs de l'armée française, il évoluait sous le drapeau de la branche sahéenne de la province de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest, l'ex EIGS. En effet, début février, un groupe dirigé par Mamadou Mobbo implanté à Nampala (cercle de Niono, région de Ségou), a quitté Amadou Kouffa pour l'ex EIGS. Cette défection a été à l'origine d'intenses combats entre les deux groupes.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

***Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard***

Page 23

## **L'ouest malien, dans le viseur de la Katiba Macina du GSIM.**

Sortie victorieuse de cette bataille fratricide, la Katiba Macina du GSIM a décidé de dicter sa loi tout le long de l'ouest malien, jusqu'à la frontière avec le Sénégal. Son objectif dans un premier temps est d'annihiler toute implantation de l'idéologie de l'État islamique. Il nous revient de sources bien renseignées que cette mission a été confiée au jihadiste Abou Abderrahman qui est le chef militaire de la zone de Nampala. C'est sous sa direction qu'une base aurait été installée dès le mois de mai 2020 entre Diéma et Yélimané, dans la région de Kayes, à quelques centaines de kilomètres de l'est sénégalais.

Surfant sur le thème de l'esclavage très présent dans cette partie du Mali, ils parviennent à recruter parmi les populations exposées et en font des combattants prêts à mourir pour la cause du jihad. Le 04 août dernier, la brigade territoriale de Sandaré (cercle de Niore du Sahel, région de Kayes) a été attaquée par quatre individus armés, six selon d'autres sources. Deux gendarmes ont été grièvement blessés au cours de cette attaque. Les assaillants ont détruit un pick-up et une moto appartenant à la gendarmerie avant de se fondre dans la nature. Le même groupe a participé le 03 septembre dernier à l'embuscade de Guiré qui a coûté la vie à 10 soldats maliens. Selon un administrateur civil local interrogé par la presse, des hommes à moto circulaient dans la zone et faisaient des prêches à Dilly, Moroudia et Guiré.

Quelques jours plus tard, ils sont signalés à Kamiko et Kounko où nous dit-on, ils ont parlé aux villageois sans exercer une violence quelconque. Contacté par Dakaractu, un élu de Kayes s'inquiète : « la menace est réelle. Ils sont dans tous les cercles de la région excepté Kénieba sinon après l'attaque du poste de péage de Diéma suivi de Sandaré, ils ont tenus de prêches à Korera et Gavinane. Donc la situation est inquiétante parce qu'ils veulent cerner la région de Kayes ».

Toutes ces activités qui deviennent récurrentes depuis quelques mois militent en faveur d'une installation d'un noyau solide dans les régions de Kayes et de Koulikoro loin de l'épicentre de l'insurrection jihadiste avec en perspective une incursion au Sénégal. Surtout que cette section sera renforcée par la libération en octobre d'une dizaine des militants aguerris qui ont participé aux premières attaques imputées à la Katiba du Macina dans la région de Koulikoro. S'ils l'ont réussi dans d'autres pays frontaliers du Mali comme la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, pourquoi pas au Sénégal ? La Katiba Khalid Ibn Walid qui s'est installée dès 2015 dans le sud du Mali, vers la frontière avec la Côte d'Ivoire avait dans ses rangs des ivoiriens, des burkinabè selon une note de la DGSE malienne exploitée par Jeune Afrique.

## **Au-delà d'une réponse sécuritaire.**

Dès lors, le défi pour le Sénégal doit être d'empêcher ses ressortissants dans la zone frontalière Est de rejoindre cette équipe naissante de la Katiba Macina dans l'ouest malien et de mûrir des projets d'attaques sur le sol sénégalais. Ça doit passer par la surveillance de la frontière par les forces de sécurité. Un exercice auquel s'attèlent les forces armées nationales qui ont pour mission de rendre inviolable l'ensemble de la zone militaire numéro 4 qui s'étend sur des dizaines de milliers de kilomètres carrés et couvre près du tiers de la superficie nationale.

Le numéro 58 de la revue « Armée nation » reconnaît que « l'étendue de notre frontière peut faciliter la circulation des armes et la commission d'actes terroristes dans la Zone ».

« À cela s'ajoute le phénomène du retour vers le pays d'origine des anciens combattants (Combattants terroristes étrangers : FTF) chassés de la Libye et parmi lesquels des sénégalais », constate la revue militaire.

Pour répondre à ces menaces, il a été décidé de renforcer les unités déployées aux frontières. C'est ainsi que deux bataillons (32 et 34) ont été implantés à Oourossogui (région de Matam) et à Kédougou.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

**Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard**

Page 24

En outre, un camp est en construction à Goudiry et devrait être livré dans les prochains mois. À cela s'ajoute le survol régulier des points de passage frontalier par l'armée de l'air, couplée à l'implantation en cours d'un radar de surveillance aérienne à Tambacounda. En plus, la 10e compagnie des fusiliers voltigeurs implantée à Bakel, mène souvent des activités dans sa zone de responsabilité à cheval entre les frontières que partagent le Sénégal avec le Mali et la Mauritanie. Ces activités telles que décrites dans la revue militaire vont d' « actions de présence, aux patrouilles conjointes en passant par les nomadisations et des patrouilles fluviales ». Mais la prévention ne doit pas être que militaire.

L'accès aux services sociaux de base doit être un impératif. Or, des voix locales dénoncent l'absence d'infrastructures routières dignes de ce nom. Plusieurs axes routiers sont dans un état inacceptable ou les chantiers sont presque à l'arrêt pendant des années. C'est le cas de l'axe Ourossogui-Bakel et Tamba-Bakel (243 kilomètres). Ces retards accusés dans la réception de ces routes lèsent les populations locales dans leur mobilité et par ricochet leurs activités commerciales dans les « loumas » (marchés hebdomadaires).

Plus grave encore, l'évacuation des malades en période hivernale est un véritable casse-tête. L'état désastreux de ces routes cause également beaucoup d'accidents, de camions qui se renversent et qui rendent parfois impossible toute mobilité dans ces zones. L'accès à l'eau est un luxe. Des efforts ont été faits par la Direction du Génie militaire dans le cadre du PUDC les citoyens qui peuplent les villages bordant les frontières avec le Mali et la Mauritanie. Mais il faut davantage de forages, de bassins de rétentions pour permettre aux agriculteurs de pouvoir pratiquer des cultures hors saison. Une plus que priorité si le Sénégal veut éviter une exploitation des misères de la population par le GSIM ou d'autres organisations du même acabit.

*dakaractu.com*

## **Va-t-on gagner la guerre contre le terrorisme ?**

« Adieu Monsieur le Professeur, on ne vous oubliera jamais », jamais Hugues Aufray interprétant il y a 52 ans cette très belle chanson n'aurait imaginé qu'un jour elle serait reprise pour rendre hommage au professeur Samuel Paty, vendu par deux de ses élèves pour 300 € et décapité par un terroriste réfugié en France.

Au delà de la légitime émotion on peut s'interroger sur le fait que connu, comme on dit, des services de police pour dégradations, actes de violence, cet individu n'a jamais été traduit en justice mais il n'est pas le seul à bénéficier de la grande mansuétude française.

Il aura fallu un acte barbare directement inspiré des méthodes d'intimidation et d'exécution de l'Etat islamique pour que les autorités se réveillent un tant soit peu malgré les avertissements des services spécialisés depuis tant d'années.

Dans la foulée, on feint de découvrir l'imprégnation islamiste dans les esprits, là aussi ce phénomène fut largement occulté pendant des années par peur de s'y attaquer, par peur de stigmatiser et autres réactions toutes plus irresponsables les unes que les autres dont ce fameux slogan porté aux nues « touche pas à mon pote » comme si on pouvait toucher aux autres mais pas à celui qui appartient à ma communauté : bel exemple du terreau idéologique sur lequel a prospéré le communautarisme et donc le séparatisme !

La lutte contre le terrorisme islamique est très loin d'être gagnée tant sur le plan extérieur qu'intérieur.

A l'étranger, depuis des années, la France essaie de gagner la guerre au Sahel contre les terroristes islamistes.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

***Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard***

Page 25

La France est bien seule sur le terrain et cette guerre ne peut pas être gagnée pour les raisons suivantes :

- l'immensité du champ de bataille grand comme l'Europe,
- l'hostilité d'une partie des populations locales à une présence française jugée comme une armée d'occupation,
- les accommodements de certains gouvernements locaux avec les djihadistes,
- l'absence sur le terrain des autres forces européennes
- le soutien des terroristes sur le plan financier par les trafics en tout genre et aussi par certaines organisations liées au Pays du Golfe nos soi disant amis,
- l'absence totale de visibilité dans la durée des opérations engagées,
- la perte chaque année de la vie de soldats français,

En d'autres termes on est coincé entre le fait de ne pas partir car cela apparaîtrait comme une défaite et l'absence de perspectives de paix car en face les terroristes ont le temps pour eux, l'idéologie, le soutien de pays étrangers. La guerre au Sahel n'est qu'une des suites logiques de l'intervention française en Libye : succès à très court terme et catastrophe ensuite.

Cette guerre, malgré les affirmations officielles, n'a pas vraiment de liens avérés avec le terrorisme qui frappe la France depuis des années. Les leçons de l'histoire ne servent vraiment pas : Indochine, Algérie, Viet Nam, Afghanistan, etc. Il est plus que temps de partir du Sahel car nous continuerons à perdre des soldats, c'est une certitude et on n'éradiquera pas le terrorisme, c'est une autre certitude.

Sur le plan intérieur, depuis des années notre pays fait face à des attentats terroristes qui touchent essentiellement des Français non musulmans car c'est un peu facile de dire que les premières victimes sont des musulmans, ce qui est exact mais à l'échelle mondiale pas française. Pendant des décennies on a préféré se cacher les yeux et se boucher les oreilles pour ne pas voir la montée de l'islamisme militant et de ses conséquences tragiques que sont les attentats.

Il est assez pitoyable de voir des gouvernements qui sont systématiquement dans la réaction à des événements tragiques mais qui ne sont jamais dans les actions proactives c'est à dire faire la guerre à nos ennemis en prenant l'offensive comme le disait Charles Pasqua : il faut terroriser les terroristes : joli discours propre à flatter le public mais quelles actions derrière les mots. Si nous sommes en guerre comme on nous le répète à longueur de journée il faut employer les moyens de la guerre à commencer par déférer les terroristes devant les juridictions militaires et non civiles.

Quand il y avait une vraie guerre, la Seconde Guerre mondiale, dans une démocratie comme les Etats Unis, pays qui n'était pas envahi sur son sol, le gouvernement démocrate de Roosevelt a interné dans des camps de concentration sur le territoire américains des milliers de citoyens américains d'origine japonaise au seul motif de leur origine ethnique mais cela on l'a oublié.

Il y a aussi une autre vérité à rappeler c'est qu'aucune loi n'est inscrite dans le marbre pour l'éternité, pas plus la loi ordinaire, que la constitution, que les traités internationaux, que la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. L'état de droit est celui du droit voté par les parlementaires ou par le peuple et n'est pas un argument recevable pour ne rien changer. Car les terroristes et leurs inspireurs les islamistes utilisent notre droit justement pour bénéficier des garanties de l'état de droit.

On se souvient quand même que le Président Hollande a avoué, chose incroyable, qu'il avait ordonné au moins 4 exécutions extra judiciaires.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

**Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard**

Page 26

Cette affirmation, en démocratie, est l'opposé même de l'état de droit au nom de la raison d'Etat sans que personne ne définisse ce qu'est la raison d'état d'ailleurs. Au nom de quoi un Président peut-il accepter d'être au-dessus de la loi notamment de celle qui interdit en France la peine de mort ? Mais manifestement ce sujet n'intéresse pas grand monde car on admet communément que le Président défend la nation et comme il n'est pas responsable de ses actes il peut ordonner ce qui lui semble bon pour la nation. Ce raisonnement peut se comprendre mais nous ne sommes plus dans un état de droit.

La question qui vient donc tout de suite à l'esprit est la suivante : si nous sommes en guerre le pouvoir exécutif peut-il ordonner des exécutions extra judiciaires sur le territoire français et non plus seulement à l'étranger? Pendant la guerre d'Algérie, cette technique fut employée par le pouvoir gaulliste contre certains militants de l'OAS devenus terroristes mais à l'époque ce genre d'opérations avait été sous traitée à des membres de la pègre et a eu pour conséquence après la fin de la guerre d'Algérie une grande impunité de certains truands. En période troublée, nos démocraties peuvent employer les méthodes des pays totalitaires.

Maintenant la lutte contre le terrorisme et son avatar plus présentable l'islamisme sur le territoire national se heurte à des difficultés très importantes :

- les sympathisants terroristes islamistes se comptent par dizaines de milliers
- les sympathisants islamistes se comptent par centaines de milliers sinon plus
- les islamistes et les terroristes ont pour eux le nombre, les techniques allant de l'intimidation, de la violence et bien évidemment de l'attentat.
- même minoritaires le simple fait de commettre un attentat terrorise une bonne partie de la population et c'est bien normal : l'histoire nous a appris qu'une minorité violente prend le pouvoir sur la majorité justement à cause de la violence ; Trotski l'avait parfaitement théorisé et avec la propagande soviétique le coup d'état est devenu la révolution d'octobre y compris dans nos livres d'histoire.
- l'islamisme, qu'on le veuille ou non, se recommande de l'Islam et il est très difficile de faire la différence puisque l'Islam n'est pas seulement une religion mais aussi un système politique et social. On parle d'ailleurs des pays musulmans car dans ces pays le pouvoir ne se partage pas avec les non musulmans sauf le triste exemple du Liban.
- la police n'a pas les moyens de surveiller tous les suspects de sympathie pour le terrorisme islamique car malheureusement pour surveiller physiquement une personne il faut être une vingtaine de policiers et de plus dans des quartiers dits sensibles. En d'autres termes il faudrait 100 000 policiers à la DGSJ mais on ne les aura jamais La surveillance est donc surtout électronique sur les téléphones et internet mais cela n'empêche pas de passer à l'acte. Il suffit de se souvenir de l'assassinat du Père Hamel par un terroriste qui avait un bracelet électronique. C'est pareil pour les caméras de surveillance : elles n'empêchent pas de passer à l'acte pour quelqu'un qui est déterminé.
- Or cette détermination, les terroristes l'ont puisque le but est de mourir en martyr. En face il y a longtemps que la notion de martyr a disparu dans les actions proactives.
- notre législation est d'une grande faiblesse : la loi de 2004 sur l'interdiction du voile à l'école ne s'applique pas à Mayotte devenu département français sans que le peuple ne soit consulté. La loi de 2010 ne cite pas nommément l'interdiction du niqab et de la burqa et en plus ne parle que d'espace public au lieu de parler d'espace accessible à la vue du public ce qui fait que la passagère d'une voiture portant la burqa intégrale n'est pas punissable de la cerise sur le gâteau la police n'a pas le droit de confisquer la burqa ou le niqab et donc la contrevenante repart voilée intégralement etc....
- enfin on peut s'interroger sur les avantages absolument invraisemblables sur le plan financier accordés depuis Mitterrand, confirmés par Chirac, aggravés par Sarkozy et maintenus par Hollande et Macron aux résidents des pays du Golfe en France à savoir pas d'impôt sur la fortune immobilière, pas d'impôts sur les loyers perçus et pas d'impôts sur les plus values.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

**Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard**

Page 27

Voilà un bel exemple d'avantages fiscaux accordés au mépris de l'égalité entre contribuables au détriment des citoyens français mais surtout pour des pays qui sont les inspirateurs du terrorisme depuis des dizaines d'années et oui sont nos véritables ennemis mais ceci l'occident entier ne veut pas s voir le double jeu de ces pays au premier rang desquels se trouve l'Arabie Saoudite et la Turquie ; ce dernier pays encore membre de l'OTAN et dont le Président insulte régulièrement notre pays.

En conclusion, il est certain que nous aurons d'autres attentats, que l'islamisme va gagner du terrain, et qu'en définitive nous n'avons aucune certitude bien au contraire, de gagner cette guerre qui nous a été déclarée depuis des dizaines d'années par des idéologues et des terroristes dont les membres les plus actifs sont pour notre malheur des Français.

*Eric STEMMELEN -- Rediffusé sur le site de l'ASAF*

## **La lutte démocratique contre le terrorisme est un chemin de crête**

Face à la terreur, il semble tentant pour les gouvernants de basculer dans la logique de la guerre. Un glissement dangereux quand la seule réponse historiquement valide consiste plutôt à renforcer l'Etat de droit.

Tribune. «Nous sommes en guerre à la fois contre un ennemi extérieur et intérieur.» L'expression est lâchée par le ministre de l'Intérieur. En guerre «culturelle» contre un ennemi idéologique, l'islamiste, qui pénètre la société et manœuvre les consciences ; et en guerre tout court contre des ennemis immédiats, les terroristes. La rhétorique belliqueuse répond aux multiples appels lancés ces derniers jours à se donner «enfin» les moyens de lutter, quitte à «sortir du cadre», à «s'exonérer des lois de la paix», à adopter une «législation de guerre» et à «en finir avec l'Etat de droit». Ce serait le prix à payer pour juguler les menaces et apaiser les anxiétés.

Ce prix se paie toutefois d'autres inquiétudes : celle de la montée des tensions et des amalgames dans une société travaillée à bas bruit depuis des années par la répétition des attentats ; et celle d'une mise à mal du «cadre» justement, celui de l'Etat de droit et des libertés fondamentales, du glissement vers une société répressive, «préfasciste».

Cette double inquiétude pointe vers un problème tout à fait essentiel : celui de la violence dans l'ordre politique moderne. Deux points méritent dès lors d'être clairement explicités.

Le premier est que nos sociétés ont apporté au cours de leur histoire une réponse très spécifique à ce problème : la séparation de deux ordres de la violence, l'ordre extérieur, celui de la guerre, de l'ennemi, et l'ordre intérieur, celui du crime, du criminel, ce qui a pris la forme d'une progressive division du travail entre des institutions dont l'horizon est la conduite de la guerre - les forces armées - et celles dont la mission est la lutte contre le crime, et, plus généralement, les atteintes à l'ordre public - police et justice.

Le second est que ces mêmes sociétés, à mesure même qu'elles ont continué d'approfondir cette distinction, ont presque constamment été confrontées à des «ennemis d'Etat», contestant radicalement l'ordre politique par le recours, effectif ou imminent, à la violence. On ne compte plus les «rebelles», «séditieux», «subversifs» - aujourd'hui «séparatistes» - et, depuis maintenant plus d'un siècle, presque toujours «terroristes», dont les actes ont conduit à des mises en cause de cette séparation qu'ils rendaient apparemment inopérante.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

***Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard***

Page 28

L'histoire et la sociologie de la gestion de cette menace sont encore mal connues. On en sait toutefois assez pour pouvoir affirmer une chose essentielle : l'efficacité dans la lutte contre la violence terroriste n'est pas une fonction inverse de la protection garantie par l'Etat de droit. On peut penser à la manière dont la RFA a affronté dans les années 70 et 80 le terrorisme d'extrême gauche. Ou à la manière dont l'Italie, dans les années 80 et 90, a mis au pas des organisations mafieuses engagées dans une « guerre contre l'Etat ». Dans les deux cas, le cadre de l'Etat de droit a été déplacé, non pour en sortir ou pour l'abolir, mais au contraire pour le renforcer, précisément parce qu'il était mis à mal.

Le contraste avec les situations allemande et italienne indique toutefois une difficulté supplémentaire : quelles qu'aient pu être les dimensions transnationales de leurs adversaires, les Etats allemand et italien sont parvenus à les combattre en tant qu'ennemis internes à l'Etat-nation, lequel apparaissait donc naturellement comme le cadre de résolution du problème.

Cette situation ne correspond plus à celle que nous connaissons aujourd'hui en France, dès lors que l'ennemi est ciblé comme étant à la fois intérieur et extérieur. C'est cette caractéristique qui fait naître le fantasme d'une épuration du corps social par l'expulsion ou la déchéance de nationalité. C'est précisément par ce biais que la logique de guerre risque de nous corrompre : elle apparaît comme un élément importé imposant sa nécessité.

Face à ce danger, l'alternative qui se dessine est claire. Une option est de s'abandonner à la guerre, à la fois à l'extérieur - sous des modalités forcément dérogoratoires au regard du droit des conflits armés - et à l'intérieur, ainsi que le proposent ceux qui en appellent à un « droit spécifique » qui permettrait de réprimer les adversaires tout en préservant les citoyens. Dans la littérature juridique, ce droit spécifique porte un nom : « droit de l'ennemi ». La terminologie suffit à indiquer quel en est le ressort : l'indexation de la justice à la logique guerrière.

L'autre option consiste à s'en tenir à l'Etat de droit et à persister dans la criminalisation du terrorisme : à l'intérieur, en complétant tout renforcement des moyens d'action, lorsque nécessaire, par la consolidation concomitante des protections individuelles et collectives ; mais aussi à l'extérieur, en projetant l'Etat de droit au-delà de nos frontières, non pas sous la modalité du sermon infligé à nos partenaires, mais en commençant par adapter les mesures prises dans la lutte contre le terrorisme à ses exigences. Pour dire les choses brutalement : la direction à suivre consisterait plutôt à faire des soldats des policiers, et non l'inverse.

Cette tâche n'est pas simple. Elle suppose rien moins qu'une réinvention, le passage - déjà en partie amorcé par la création du Tribunal pénal international - à une nouvelle étape historique de l'Etat de droit, qui ne serait plus arrimé au seul Etat-nation. Compte tenu du degré d'interdépendance atteint par nos sociétés - et dont la crise sanitaire est un autre indicateur -, nous n'avons pas le choix, sauf à faire croître en même temps le terrorisme et l'illibéralisme, comme les deux faces d'une même régression.

En attendant, il faudra réussir collectivement à marcher sur la crête, entre le précipice des invectives et le gouffre des émotions, afin de réussir à ouvrir cette autre voie : combattre efficacement la menace en préservant la forme que nous avons historiquement voulu donner à notre vie commune.

*liberation.fr*



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 29

## **Le ministère des Armées investit dans l'analyse du renseignement par l'intelligence artificielle**

Géré par Bpifrance pour le compte du ministère des Armées, Definvest vient de réaliser une nouvelle opération en participant à la levée de fonds de 20 millions d'euros que vient d'effectuer la pépite technologique Earthcube, rebaptisée « Preligens » à cette occasion.

Ce nouveau nom, est-il expliqué dans le communiqué diffusé par le ministère des Armées, « reflète davantage la réalité » de l'activité de cette entreprise, qui consiste à « mettre à la disposition des analystes des technologies révolutionnaires qui les accompagnent dans une prise de décision rapide et les aident à anticiper des menaces éventuelles. »

Ce 20 millions d'euros ont cependant pu être réunis grâce à l'apport d'Ace Management, fonds de référence dans le secteur des industries stratégiques, de 360 Capital, investisseur historique de Preligens ainsi qu'à des investisseurs privés, comme Octave Klabar, le fondateur du groupe OVH [hébergement de sites Internet, ndlr].

Cette opération financière permettra à cette jeune entreprise, par ailleurs un temps convoitée par In-Q-tel, le fonds d'investissement de la CIA, d'accélérer sa croissance en développant ses activités à l'international, alors qu'elle a déjà quadruplé son chiffre d'affaires en 2019 et en 2020, et de maintenir son avance technologique.

Fondée en 2016 par Arnaud Guérin et Renaud Allioux, Preligens propose des solutions visant à analyser des images prises par satellite grâce à des algorithmes d'intelligence artificielle. D'où l'intérêt qu'elle peut susciter de l'autre côté de l'Atlantique...

En octobre, Preligens et Airbus Intelligence, ont présenté le logiciel « Defence Site Monitoring », qui facilite le travail des analystes en identifiant automatiquement les matériels militaires et en repérant tout mouvement inhabituel sur des sites d'intérêt placés sous surveillance et survolés par les satellites du groupe européen, capables de prendre, plusieurs fois par jour, des clichés de 30 à 50 cm de résolution [satellites Pléiades et Pléiades Neo, ndlr].

« Les armées ont investi massivement dans les satellites mais peu sur l'exploitation des données. Les images sont traitées encore souvent à la main comme il y a une dizaine d'années. Or on atteint un tel volume d'images qu'on laisse de côté une grande partie de la valeur du renseignement », avait ainsi expliqué Arnaud Guérin à l'Usine Nouvelle.

Grâce au logiciel de Preligens, les analystes de la Direction du renseignement militaire [DRM] ne perdraient plus de temps à examiner des centaines de clichés : seuls ceux qui présentent un réel intérêt seraient ainsi exploités.

Ayant son siège social à Paris, avec une antenne à Washington et une autre à Londres, Preligens emploie 80 personnes et « concentre le plus important centre de recherche en Intelligence Artificielle en Europe dans son domaine », souligne le ministère des Armées.

*opex360.com*



## **Les leçons à tirer des cyber-commandos israéliens**

Tous les pays essayent de préparer leurs habitants à la citoyenneté numérique. Avec ses cyber-commandos, Israël excelle en la matière. Quels enseignements pouvons-nous en tirer ?

Il y a beaucoup à apprendre d'un pays comme Israël, particulièrement performant dans la gestion des ressources rares, humaines ou autres. Sa minuscule population de 8,6 millions d'habitants est si bien instruite dans les technologies de l'information qu'elle attire un cinquième de la « Smart Money » mondiale, indicateur d'un soutien financier parmi les plus authentiques. Selon YL Ventures, en 2019, les cyber-entreprises israéliennes ont reçu 1,8 milliard de dollars de capital-risque, et sa base de compétences en matière de fintec a attiré 1,4 milliard de dollars. Comparativement, si tous les autres pays occidentaux s'efforcent de susciter l'intérêt pour les carrières dans l'IT, selon le Centre américain pour la cybersécurité et l'éducation (U.S. Center for Cyber Security and Education) 1,8 million d'emplois dans le domaine de la cybersécurité ne seront pas pourvus d'ici 2022. C'est déroutant, étant donné les avantages et le caractère très critique de ce type d'emplois.

Pourquoi payer cher pour une application de type « shoot 'em up » alors que vous pouvez piéger les pirates et contrer leurs campagnes de phishing à longueur de journée et être largement récompensé ? Vous ne pouvez qu'en conclure que notre recrutement et notre formation échouent lamentablement. En Grande-Bretagne, il y a beaucoup de « souffleurs de feuilles » dans la vie publique : ils soufflent de l'air et font beaucoup de bruit, mais ils ne font rien d'autre que déplacer le problème. En témoigne cette tentative de recrutement maladroite typique, qui n'a réussi qu'à contrarier la population qu'elle cherchait à conquérir.

### **Quelles leçons pratiques pouvons-nous apprendre d'Israël ?**

En Israël, les enfants apprennent à coder dès l'école primaire. Ensuite, les adolescents technophiles peuvent entrer dans des internats spécialisés - mais c'est l'exception. Tous les Israéliens interrogés ci-dessous attribuent leur réussite à un événement : leur temps passé au service militaire. Certes, l'exemple de la conscription obligatoire dans les forces armées israéliennes n'est pas une option pour la plupart des occidentaux, et l'on ne peut pas dire qu'elle soit universellement populaire (ma fille serait furieuse). Mais une incursion discrète dans le camp israélien nous permettrait peut-être de connaître leurs secrets et d'adopter leurs méthodes.

### **Les tactiques de défense**

Dans les forces armées israéliennes, qu'il s'agisse de divisions aériennes, navales ou de combat, chacune dispose de sa propre unité de renseignement. Cette organisation peut-elle nous inspirer et devrions-nous faire en sorte que chaque département d'entreprise, ou chaque université, dispose d'un service de renseignement ? Voici le modèle sur lequel nous pourrions baser notre stratégie : chaque année, un contingent de jeunes quittant l'école est affecté à une division israélienne. Les plus brillants rejoignent l'Unité centrale 8200 des forces de défense israéliennes (IDF) ou l'Unité 81, plus secrète, de la direction du renseignement militaire (AMAN) qui fournit les technologies les plus récentes aux soldats de combat israéliens. On attribue à l'Unité 8200 la désactivation des défenses aériennes syriennes, le piratage de l'entreprise de sécurité Kaspersky Lab pour espionner les Russes et la création de vers informatiques comme Stuxnet et de logiciels malveillants comme Duqu. Les diplômés de la seule Unité 8200 ont créé un tas d'entreprises, depuis Adallom jusqu'à Zoom Info. Mis à part ces actes d'agression, n'est-ce pas une façon amusante d'apprendre ? Ne pourrait-on pas adapter et adopter ce modèle au niveau national ?

En Grande-Bretagne, nous nous efforçons de démystifier l'intelligence artificielle (IA), mais les Forces de Défense Israéliennes (IDF) montrent comment y parvenir. Dans l'armée, on dit que la supposition est la mère de toutes les erreurs. Pour éviter le doute, on apprend à traiter les gens comme des robots, en leur donnant des instructions parfaites qui ne laissent rien au hasard.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

***Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard***

Page 31

C'est en adoptant cette même logique que le vétéran de l'IDF, Guy Caspi, a créé Deep Instinct, dont il est le CEO. Cette entreprise détient aujourd'hui quatre brevets en intelligence artificielle et en assimilation de l'apprentissage profond dans le domaine du big data et de la cybersécurité. La formation militaire prépare également aux responsabilités d'administrateurs. Selon M. Caspi, la formation extrêmement rigoureuse des officiers les pousse aux limites physiques et mentales de leur endurance. Ce genre de stress test est une préparation parfaite pour la vie dans la sécurité informatique d'entreprise, où certains des défis les plus hostiles à relever se situent à l'intérieur de l'entreprise.

## **La tactique de la tromperie**

Selon Ori Bach, CEO de TrapX Security, pionnier d'une technologie de leurre pour mettre des cyber-escrocs hors d'état de nuire, « la ruse est une autre tactique militaire employée pour défendre notre environnement numérique ». Selon M. Bach « la tromperie est une tactique qui fait partie intégrante du combat ». Il a transposé cette tactique dans l'environnement d'entreprise et exploité ces compétences inestimables pour piéger les cyber-criminels. Les jeunes conscrits commencent rapidement à comprendre que la guerre cybernétique est une guerre réelle et ils affrontent les cyber-attaquants comme si c'était des « soldats avec une expertise d'ingénierie », a expliqué Ori Bach. « Pour eux, ce n'est pas une expérience scientifique. Nous avons appris rapidement ».

L'initiative est un autre talent cultivé dans l'armée, mais brisé par les entreprises. Voilà une autre leçon que nous, civils, pourrions apprendre. Les armées sont toujours à la recherche éperdue d'équipements et le manque de ressources apprend aux gens à être inventifs. Pour Yossi Naar, co-fondateur de Cybereason, la nécessité de construire et de maintenir constamment des systèmes informatiques pour l'armée a été un apport considérable pour sa carrière. La nécessité de faire beaucoup avec peu de ressources l'a obligé très tôt à prendre des responsabilités, et lui a donné la confiance nécessaire pour diriger et inventer. « L'armée est une machine brillante », a déclaré Yossi Naar. « Elle prend des jeunes gens talentueux, les forme pendant trois à cinq ans et les prépare en leur permettant de vivre des expériences incomparables ».

Le libéralisme appliqué à la cyber-sécurité Selon Ofrey Ziv, vice-président de la recherche sur le cyberspace chez Guardicore Labs, « l'IDF est aussi une école de commerce exceptionnelle ». Au sein de l'armée, M. Ziv était responsable du programme de formation des meilleurs éléments de l'IDF en matière de cybersécurité et il dirigeait des groupes de chercheurs en sécurité. « L'ambiance est toujours celle d'une course qui vient de commencer, mais c'est une course qui ne laisse personne sur le bord du chemin », a-t-il déclaré. « Même si vous pouvez créer une culture de start-up et attirer des fonds de capital-risque, cela ne suffit pas », a ajouté Ofrey Ziv. Il y a aussi un sentiment d'unité et de connexion entre les personnes qui ont servi les uns à côtés des autres et qui ont fait attention les uns aux autres. C'est cette capacité à établir des liens avec les gens et à s'occuper les uns des autres qui a conduit à la libéralisation des lois de non-concurrence en Israël et à l'esprit d'encouragement mutuel entre les entrepreneurs.

Selon Liron Barak, CEO de BitDam, une entreprise qu'elle a cofondée juste après avoir quitté la cyber-unité de l'IDF, « ce serait difficile de recréer cette combinaison de jeunes gens passionnés, ayant les connaissances et l'expertise appropriées dans une culture qui soutient l'invention ». C'est une expérience à laquelle « seuls quelques-uns peuvent avoir accès », a-t-elle ajouté. C'est probablement vrai, mais il y a beaucoup de choses dont on pourrait s'inspirer. Certes, on ne pourra pas surpasser cet apprentissage authentique, mais en savons-nous assez maintenant pour l'ignorer ?

*lemondeinformatique.fr*



## Yoda, futur garde du corps des satellites militaires français - Par Vincent Lamigeon - Publié le 10.11.2020 à 16h23

***Ce futur engin spatial, dont le CNES vient de lancer les études préliminaires, sera chargé de protéger les satellites militaires français. Ceux-ci font régulièrement l'objet de visites inamicales d'engins russes, comme le mystérieux Louch-Olymp.***



***Le démonstrateur YODA devrait être un dérivé du nano-satellite Angels du CNES - © CNES/ill./DUCROS David, 2018***

L'armée française aurait-elle une légère obsession pour l'univers de *Star Wars* ? Après les avions légers de surveillance et de renseignement Vador, le Centre national d'études spatiales (CNES) vient de lancer les travaux sur un système spatial baptisé Yoda, prévu pour la fin de la décennie. Derrière cet acronyme un rien abscons (des Yeux en orbite pour un démonstrateur agile), l'idée est de développer une sorte de satellite patrouilleur, chargé de veiller sur les précieux satellites militaires français. Le programme prévoit la mise en orbite de deux démonstrateurs en 2023. Ces nano-satellites, d'un

poids de dix à vingt kilos, évolueront sur l'orbite géostationnaire (36.000 km de la Terre), où sont notamment installés les satellites de télécommunications militaires Syracuse et Athena Fidus. "Sur la base des résultats obtenus par Yoda, un satellite patrouilleur plus lourd – d'une centaine de kilogrammes – et véritablement opérationnel pourra ensuite être lancé vers 2030", indique le député Jean-Jacques Ferrara, rapporteur des crédits de l'armée de l'air et de l'espace, dans son rapport sur le projet de loi de finances 2021.

Pourquoi ce projet ? Les satellites français font face depuis quelques années à des "visites", pas franchement amicales, d'engins spatiaux étrangers. En septembre 2018, la ministre des Armées Florence Parly avait révélé qu'un mystérieux satellite russe, Louch-Olymp, s'était approché en octobre 2017 du satellite franco-italien de télécommunications militaires Athena-Fidus. Louch-Olymp, engin exploité par l'armée russe et le FSB (ex-KGB), "s'est approché de tellement près qu'on aurait vraiment pu croire qu'il tentait de capter nos communications, assurait Florence Parly. Tenter d'écouter ses voisins, ce n'est pas seulement inamical. C'est un acte d'espionnage." Les forces françaises avaient dû couper les communications du satellite à deux reprises. Un autre engin mystérieux avait déjà frôlé un satellite Syracuse à trois reprises, en 2011, 2013 et 2015. L'armée l'avait découvert a posteriori en analysant des images de télescopes du CNRS.

### **Brouillage ou laser**

Ces visites répétées ne semblent pas avoir donné lieu à des interceptions d'informations sensibles. Mais elles ont servi de révélateur de la vulnérabilité des satellites français. Emmanuel Macron lui-même a sonné la mobilisation en juillet 2019, lors de l'annonce de la création du nouveau Commandement de l'espace. "Nous renforcerons notre connaissance de la situation spatiale, nous protégerons mieux nos satellites, y compris de manière active", assurait-il lors d'un discours à l'hôtel de Brienne. Deux semaines plus tard, Florence Parly annonçait un investissement supplémentaire de 700 millions d'euros dans les capacités spatiales françaises d'ici à 2025, en complément des 3,6 milliards d'euros déjà prévus par la loi de programmation militaire pour le renouvellement des capacités satellitaires françaises. Parmi les priorités, la modernisation du radar de surveillance spatiale Graves et du réseau de télescopes Tarot, mais aussi des nano-satellites patrouilleurs,



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

***Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard***

Page 33

"de redoutables petits détecteurs qui seront les yeux de nos satellites les plus précieux", indiquait Florence Parly.

A quoi ressembleront les futurs satellites Yoda ? Lors de son audition par le député Jean-Jacques Ferrara, le président du CNES Jean-Yves Le Gall indiquait que les démonstrateurs de 2023 s'appuieraient fortement sur les nanosatellites du programme Angels. Ces satellites d'une vingtaine de kilos, dont le premier a été mis en orbite en décembre 2019, ont été développés par le CNES et les industriels Hemeria et Thales Alenia Space. La version définitive des satellites Yoda devrait être bien plus grosse, de l'ordre d'une centaine de kilos. Leur équipement n'est pas encore connu, mais quelques pistes sont identifiables : caméras, charges utiles de brouillage, bras articulé comme certains satellites chinois, voire armement à énergie dirigée (laser, micro-ondes) pour aveugler les engins adverses. Début 2019, Bruno Sainjon, patron de l'Onera, le laboratoire français de recherche aérospatiale, évoquait dans un rapport des députés Olivier Becht et Stéphane Trompille pouvoir techniquement envisager des "satellites offensifs, par exemple pour percer un réservoir ou endommager un panneau solaire sur sa cible".

## **L'Onera déjà bien placé**

L'Onera a déjà des compétences fortes sur ces sujets. L'organisme travaille déjà sur des armes laser anti-satellites. Il a même déjà mené avec succès des essais "grandeur nature" de l'éblouissement d'un satellite au laser. Ses équipes avaient profité de la fin de vie programmée d'un satellite d'observation Spot pour aveugler ses capteurs grâce à un laser ionique installé sur le plateau de Calern, près de Grasse. Mais installer un tel laser sur un satellite serait complexe, soulignaient les députés Olivier Becht et Stéphane Trompille dans leur rapport, mettant notamment en avant des problèmes de sécurité liés au laser lui-même et aux piles nucléaires embarquées. Florence Parly semble pourtant y croire : en visite en février 2020 chez l'industriel français CILAS, spécialiste des lasers, elle indiquait vouloir "spatialiser les technologies sol disponibles". Et assurait "qu'il existe chez CILAS la force de frappe capable de répondre à tous ces défis".

La destruction pure et simple de satellites indiscrets depuis le sol serait également techniquement envisageable. La Chine (2007), les Etats-Unis (2008), et dernièrement l'Inde (2019) ont déjà testé avec succès des missiles anti-satellites sur leurs propres engins, le plus souvent en fin de vie. La France saurait aussi faire en cas de besoin, assurent les spécialistes. "Les anciens missiles du plateau d'Albion rempliraient très bien cette fonction au prix de quelques modifications", indiquait ainsi le lieutenant-colonel Thierry Cattaneo, alors patron du COSMOS (Centre opérationnel de surveillance militaire des objets spatiaux), dans le rapport Becht-Trompille.

Mais détruire des satellites n'a rien d'anodin : ces opérations créent des dizaines de milliers de débris qui menacent tous les satellites... y compris ceux de l'assaillant. Les débris créés par la destruction d'un satellite chinois par Pékin en 2007 obligent encore les opérateurs civils et militaires à des manœuvres d'évitement. C'est également pour cette raison que l'idée d'un armement des satellites avec des mitrailleuses, évoqué par le ministère des Armées à l'été 2019, avait été accueillie avec scepticisme par les spécialistes.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 34

## IN MEMORIAM

*Nous présentons nos plus sincères condoléances à la famille, aux proches et aux camarades du Lieutenant-Colonel Sébastien Botta, mort en opération au service de la France ce jeudi 12 Novembre.*

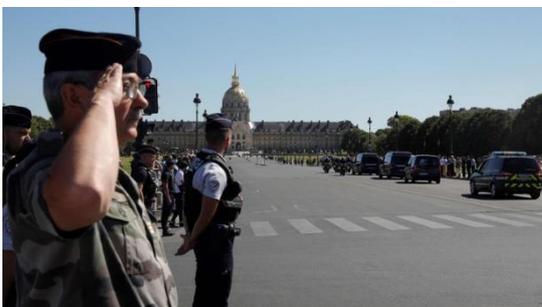
*Le matin du 12 novembre, dans la région de Sharm-el-Cheick, en Egypte, l'hélicoptère du Lieutenant-Colonel Sébastien Botta s'est écrasé au cours d'une mission de reconnaissance. Il occupait le poste d'adjoint au chef du bureau de liaison de la Force Multinationale d'Observateurs. Les circonstances de ce drame ne sont pas encore connues.*

*Au total, huit personnes ont trouvé la mort, dont six Américains et un Tchèque. L'appareil appartenait à la Force Multinationale d'Observateurs (FMO), une mission mise en place en 1978 et à laquelle la France participe depuis lors.*

*Le lieutenant-colonel Sébastien BOTTA avait 44 ans et était père de trois enfants. Ancien sous-officier météo de l'armée de l'air, il était devenu officier après son passage par l'Ecole militaire de l'air. Spécialiste des ressources humaines, il était affecté au CDAOA (Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes). Le Sinaï était sa deuxième mission d'observateur après le Sahara occidental en 2016. Il avait participé à une opex, au Tadjikistan.*

## 8 militaires français ont perdu la vie en 2020 dans le cadre de l'opération Barkhane au Sahel

*6000 militaires français sont actuellement engagés dans des opérations extérieures AFP - GEOFFROY VAN DER HASSELT*



*Défense - Armée, Sécurité, France - Monde*

Suite au décès de deux militaires issus du régiment de hussards parachutiste de Tarbes samedi 5 septembre, le total des pertes militaires françaises s'élève à 7 soldats tués. La totalité des victimes était engagée dans l'opération Barkhane au Mali et au Sahel.

Après les décès de deux militaires du 1<sup>er</sup> régiment de hussards parachutistes de Tarbes le 5 septembre à Tessalit au Mali, le bilan des pertes militaires françaises s'élève à 7 morts en 2020. Ces décès ont tous été constatés dans le cadre de l'opération Barkhane au Mali et au Sahel. Seulement l'une des deux victimes tombées samedi a été officiellement révélée : il s'agit du **hussard parachutiste de 1<sup>ère</sup> classe Arnaud Volpe** âgé de 24 ans. La famille de la deuxième victime, le brigadier-chef de première classe S.T., n'a pas souhaité que son identité soit révélée.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2020

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 35

Depuis janvier 2020, 7 militaires engagés dans l'opération Barkhane ont perdu la vie. Le **sergent-chef Morgan Henry**, 28 ans est décédé le 16 février 2020 à Ougadougou au Burkina Faso. Il était originaire du 54<sup>e</sup> régiment de transmissions spécialisé dans la "guerre électronique" pour le renseignement.

Le 1<sup>er</sup> mai, le **brigadier Dmytro Martynyouk**, 28 ans également et membre de la légion étrangère au sein du 1<sup>er</sup> régiment étranger de cavalerie de Carpiagne, meurt des suites de ses blessures. Il avait été grièvement blessé le 23 avril au Mali lors d'une explosion. Le 4 mai, son camarade de régiment, le **1<sup>ère</sup> classe Kévin Clément** perd la vie à Gao au Mali, toujours dans le cadre de l'opération Barkhane. Il était âgé de 21 ans.

Le **1<sup>ère</sup> classe Tojahasina Razafintsalama** décède le 23 juillet "lors d'un accrochage avec un groupe armé terroriste" dans la région de Gossi au Mali décrit le ministère des armées. Il évoluait au sein du 1<sup>er</sup> régiment de hussards parachutistes de Tarbes. Le **brigadier-chef Andy Fila** du 14<sup>e</sup> régiment d'infanterie et de soutien logistique parachutiste de Toulouse, lui, est mort le 31 juillet 2020 à N'Djamena au Tchad. Cet électromécanicien a été mortellement touché alors qu'il effectuait "une intervention de maintenance sur un groupe frigorifique de la base de Kossei" précise le ministère des armées. Andy Fila avait 25 ans.

## **50 militaires "morts pour la France" depuis 2013**

Au total, 50 militaires français sont tombés au Sahel et au Mali depuis 2013, dont 41 dans le cadre de l'opération Barkhane lancée en 2014. Les 9 autres sont morts en marge de l'opération Serval lancée en 2013, et remplacée l'année d'après par l'opération Barkhane.

"Au Sahel, la France est et reste engagée aux côtés du Mali, du Burkina Faso, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad dans ce combat sans relâche contre les groupes armés terroristes", indique le ministère des armées. 6000 militaires français restent engagés en opérations extérieures.

*Sabrina El Mosselli*